

Missiles, blocus des céréales, Jeux olympiques Menaces impérialistes contre l'URSS

Depuis quelques mois, tout le monde parle d'un retour de la guerre froide. Les actes belliqueux du président américain Jimmy Carter à l'encontre de Moscou se sont multipliés au cours de l'année passée : complicité avec la Chine dans son invasion du Vietnam allié de l'Union soviétique, menaces théâtrales de Carter autour de sa "découverte" des troupes russes à Cuba, scandaleux kidnapping et séquestration pendant 72 heures de la danseuse soviétique Ludmilla Vlasova à l'aéroport de New York en août dernier, récent engagement à armer la Chine. Pour Carter, la détente est morte depuis un certain temps. Le changement qui s'est produit au cours des deux derniers mois a été une réponse plus acérée de la bureaucratie russe face aux provocations : l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan et le tout récent éloignement du dissident bien connu Sakharov sont, du côté soviétique, une claire déclaration de : "merde à la détente!".

Le but stratégique de tous les impérialistes de Washington à Bonn en passant par Tokyo, Paris et Londres reste de revenir sur la transformation sociale effectuée par la Révolution de 1917 et de réintégrer les marchés russes au sein du système capitaliste mondial. Ni la détente ni la rhétorique impérialiste des Droits de l'homme n'ont remis en question ce but stratégique. Face aux attaques de plus en plus délirantes de l'impérialisme contre l'Etat ouvrier dégénéré, les révolutionnaires doivent être à leurs postes : pour la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés et dégénérés contre les attaques impérialistes et les tentatives internes de restauration.

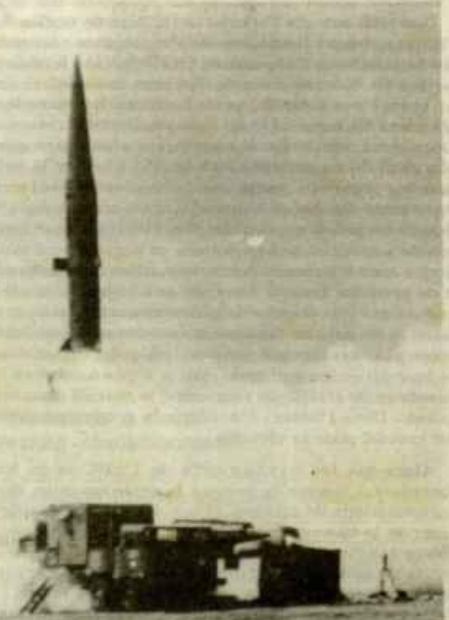
Des fusées Pershing pointées vers Moscou

L'automne dernier, l'enjeu était les missiles américains en Europe. A l'origine, c'est l'Allemagne de l'Ouest qui a lancé l'affaire des missiles en Europe, réclamant aux Etats-Unis l'installation d'armes

nucleaires modernes et efficaces sur le territoire européen, aux portes de l'Union soviétique. Tout en restant sans conteste la plus forte puissance impérialiste dans le monde, l'économie américaine est manifestement relativement affaiblie et les puissances européennes n'ont plus confiance dans la capacité des Etats-Unis à faire en sorte que le "Siècle américain" aille au-delà de son trentième anniversaire. Les rivalités inter-impérialistes continuent à jouer un rôle de plus en plus évident dans la conduite des puissances occidentales, mais en dernière analyse les concurrents impérialistes se retrouvent d'accord sur une chose : les missiles nucléaires dirigés contre l'Union soviétique sont de leur intérêt à tous.

Immédiatement après que la décision de déployer les missiles ait été adoptée au quartier général de l'OTAN à Bruxelles, le Parti communiste français a abandonné ses airs eurocommunistes pour s'engager dans une campagne tonitruante contre les fusées en Europe. Après une offensive propagandiste massive et spectaculaire, qui rappelait les campagnes pacifistes "anti-bombe" des années 50, le PCF rassembla 10.000 personnes à Paris le 21 décembre 1979, provoquant les cris scandalisés de tout l'éventail politique français qui dénonça le PC comme agent stalinisé du Kremlin.

Mais, d'un point de vue ouvrier, le crime du PC n'est pas son "retour" dans le giron de Moscou à un moment de tension accrue entre la Russie et les impérialistes. Mais en menant sa campagne contre les missiles de l'OTAN au nom de l'indépendance et de la grandeur de la France, le PC a démontré son incapacité à défendre les acquis historiques du prolétariat en URSS. C'est fondamentalement du fait de sa subordination aux intérêts nationaux de "sa" bourgeoisie que le PC est incapable de défendre réellement l'Union soviétique. Le PCF s'appuie explicitement sur les conceptions militaires du général de Gaulle et soutient totalement la force de frappe et la bombe atomique françaises, qui sont aussi diri-



Missile Pershing II

gées contre Moscou! Ce que conteste Marchais, c'est simplement l'implantation de missiles américains en Allemagne, dans une répugnante explosion de chauvinisme :

"Le peuple allemand porte une lourde responsabilité devant l'histoire. Il n'est du pouvoir de personne de l'en dégager. Et il serait criminel pour la France et les Français d'oublier les leçons du passé, d'un passé récent."

Coexistence pacifique contre défense de l'URSS

Quand, pour ses raisons propres d'autoprévention bureaucratique, la bureaucratie staliniste

Suite page 6

Trotskystes allemands poignardés par des réactionnaires afghans

Communiqué de presse de la TLD

Lors d'un meeting appelé par le syndicat étudiant de l'Université de Francfort le vendredi 25 janvier 1980, plusieurs douzaines de militants du groupe réactionnaire Association générale des étudiants afghans à l'étranger (GUAFS), du groupe de G.I.s américains maoïstes "Fight Back" et des maoïstes turcs de l'ATIF/ATOI entreprirent une attaque pré-méditée contre les membres et les sympathisants de la Trotzkistische Liga Deutschlands (TLD), laissant l'un des membres de la TLD dans un état critique, et plusieurs autres blessés.

Lorsque l'orateur de la TLD s'avança vers la tribune pour prendre la parole pour les cinq minutes qui lui avaient été accordées, des nervis s'avancèrent derrière les militants de la TLD tandis que d'autres bloquaient la tribune. Quatre nervis au moins avaient été chargés d'attaquer chacun des militants de la TLD, de les frapper et de tenter de poignarder les

hommes. Plusieurs membres de la TLD furent sévèrement blessés alors qu'ils tentaient de sortir de la salle en se défendant contre les Afghans et les Turcs armés de couteaux.

Un technicien de radio-télévision âgé de 30 ans, syndiqué depuis plus de dix ans, reçut un coup de coude dans le dos qui causa une grave blessure au poumon. Une opération d'urgence fut nécessaire et il resta dans un état critique toute la nuit ; il est à présent au service de réanimation d'un hôpital de Francfort. Un autre militant de la TLD reçut un coup de couteau dans le ventre ; un autre encore perdit connaissance sous les coups et souffre d'une commotion cérébrale et de nombreuses blessures et contusions ; un autre militant de la TLD a peut-être les tympans endommagés. Des poursuites pour tentative de meurtre et coups et blessures vont être engagées.

La TLD a été attaquée par les fanatiques religieux islamiques et leurs alliés maoïstes en raison de son opposition bien connue et de longue date à Khomeiny

et aux autres mullahs enrages qui dirigent l'Iran, et de sa position en faveur d'une défaite des tribus féodales en Afghanistan. Un autre incident a eu lieu récemment dans le cadre de cette montée d'intégrisme islamique : l'assassinat du syndicaliste turc Celaletin Kesim, qui mourut d'une hémorragie après avoir été poignardé par des fanatiques musulmans turcs à Berlin le 5 janvier 1980.

Pour préparer l'attaque contre la TLD, les réactionnaires afghans et leurs amis maoïstes enflammèrent le meeting en scandant "Mort aux trotzkystes". La semaine précédente, le GUAFS avait essayé d'empêcher la TLD d'exercer sa liberté d'expression en vendant sa presse à l'Université de Francfort et avait menacé la TLD : "On devrait vous faire ce qu'on a fait aux Russes à Herat — vous dépecer!" Ils menaçaient également d'empêcher la tenue du meeting public sur l'Afghanistan annoncé par la TLD pour le 29 janvier. En réponse à l'attaque, un représentant de la TLD appela à une protestation de la part de tous les groupes du mouvement ouvrier et de la gauche, ainsi que de tous ceux qui condamnent cette attaque lâche et crapuleuse et repoussent les tentatives des réactionnaires religieux et de leurs complices d'imposer les normes d'une "République islamique" à l'Université de Francfort.

Francfort, le 26 janvier 1980

Contre les attaques du gouvernement Thatcher, tous en grève!

Les sidérurgistes montrent la voie

Londres, le 6 janvier — Plus de 100.000 sidérurgistes ont mis en place des piquets de grève à travers toute la Grande-Bretagne mercredi dernier au matin, alors que commençait la première grève nationale de l'acier depuis plus de 50 ans. La dernière fois que l'industrie sidérurgique britannique a été arrêtée, ce fut lors de la grève générale de 1926. En Angleterre, aujourd'hui dans les piquets de grève, dans les usines et les ateliers ainsi que chez les politiciens de Westminster, on parle d'une confrontation industrielle à l'échelle de 1926.

Des Midlands au Yorkshire, du Pays de Galles à l'Ecosse, toutes les usines de l'entreprise nationalisée British Steel Corporation (BSC) ont été fermées par les 90.000 membres du Syndicat des métiers du fer et de l'acier (ISTC) et du Syndicat des travailleurs des hauts fourneaux (NUB) de moindre importance. Alors que la direction des syndicats d'ouvriers qualifiés avait de façon criminelle appelé à briser la grève dans les premiers jours, ces mêmes travailleurs maintenant menacent de se mettre en grève aussi. Des piquets de grève volants des sidérurgistes et le boycott de solidarité des cheminots et des dockers ont bloqué tous les mouvements de matières premières et de produits finis, à l'entrée et à la sortie des hauts fourneaux. Des piquets de grève volants dans le Yorkshire et au Pays de Galles ont commencé à étendre la grève aux entreprises privées, malgré l'opposition de leur direction nationale, qui a ordonné aux membres de l'ISTC de reprendre le travail dans ces usines. Dans l'acier, l'arrêt de la production privée est crucial pour la victoire.

Alors que les dirigeants de l'ISTC et du NUB cherchent à limiter la grève à la seule question des augmentations de salaire, il y a une exigence croissante de la base pour que la lutte soit aussi menée contre les menaces de l'administration de licenciements massifs et de fermetures d'usines. La British Steel veut supprimer un tiers des effectifs totaux ! En Galles du Sud, particulièrement touchée par les fermetures prévues, les syndicats sont allés bien au-delà de la direction nationale en appelant à une grève générale régionale avec la participation en particulier des mineurs et des cheminots.

La grève fut provoquée par la proposition insultante d'une augmentation de 2% en face d'un taux d'inflation de 17%. Même le secrétaire général de l'ISTC, Bill Sirs, un "modéré" à l'extrême-droite de la bureaucratie syndicale britannique, n'a pas pu avaler ça.

La direction prétend que la compagnie nationale n'a simplement pas d'argent. Ce qui est vrai : la British Steel est fouteuse. La combinaison d'une incompétence grossière dans la gestion, des usines hors d'âge et une dépression majeure sur les marchés de l'acier britannique et européen ont conduit la BSC au point où elle perd 1 million de livres sterling par jour. Les firmes ouest-allemandes peuvent produire une tonne d'acier en à peu près moitié moins de temps que les britanniques. Ainsi même avec les salaires réels de ses travailleurs en baisse, la BSC a perdu de l'argent en masse. Mais les travailleurs ne doivent pas payer pour la faillite du capitalisme.

Arrêtez l'offensive anti-ouvrière des conservateurs

Pendant des années les dirigeants des syndicats de l'acier ont accepté des "sacrifices" afin de "sauver la sidérurgie britannique", négociant des salaires en-dessous de la moyenne allant de pair avec des dizaines de milliers de licenciements. Mais finalement la BSC, l'enragée Margaret Thatcher et le secrétaire à l'industrie Keith Joseph sont allés trop loin. La grève de la sidérurgie est survenue brutalement à la suite d'une série d'attaques majeures contre les travailleurs britanniques et les pauvres, attaques qui allaient de la réduction massive des services sociaux



Birmingham, 11 janvier : les sidérurgistes manifestent contre le gouvernement

jusqu'à la nouvelle loi qui restreint l'immigration de façon draconienne, en passant par le licenciement provocateur du dirigeant shop steward de British Leyland, Derek Robinson, sans compter la nouvelle loi introduite au Parlement le mois dernier qui, entre autres dispositions, menace de rendre illégaux les piquets de grève volants et les piquets secondaires.

Jusqu'à présent ces attaques sont restées sans réponses de la part du mouvement syndical. Cependant les syndicats ont montré en 1972 et de nouveau en 1974 qu'ils avaient le pouvoir de faire échec aux mesures anti-ouvrières même les plus graves et les plus vicieuses, comme l'Industrial Relation Act (la loi sur les relations industrielles) et comme le lock-out national qu'était la semaine de 3 jours.

La grève de la sidérurgie est jusqu'à présent, de loin, la plus importante confrontation industrielle sous le gouvernement Thatcher. Les bureaucraties n'ont pas perdu de temps pour montrer leur intention de saboter une lutte effective. Néanmoins cette grève peut et doit être transformée en une offensive générale pour

Suite page 11

Francfort/Berlin :

Manifestations contre les fascistes turcs

Francfort — Environ 1.000 à 1.500 militants turcs et d'organisations de gauche ont manifesté ici le samedi 8 décembre 1979 contre l'organisation fasciste turque des "Loups Gris". Dans leur pays, les ultra-réactionnaires turcs ont entrepris une offensive meurtrière, tuant plus de 2.000 militants de gauche et syndicalistes au cours de l'année dernière. Ils essaient maintenant d'étendre leurs activités criminelles à l'Allemagne de l'Ouest où les Turcs sont en proportion notable parmi les travailleurs étrangers dont le travail joue un rôle clé pour l'industrie lourde. La manifestation a eu lieu à la suite de l'attentat au couteau perpétré à Francfort contre quatre Turcs qui avaient refusé les tracts distribués par la "Fédération

turque" — un groupe cache sexe des Loups Gris — mobilisant pour un rassemblement ultra-réactionnaire. Plusieurs Turcs furent sérieusement blessés et l'un d'entre eux resta dans un état critique pendant plusieurs jours à la suite de l'assaut criminel.

La manifestation était appelée par les militants pro-Ecevit (ancien premier ministre républicain), le Devrimi Yol semi-maoïste, les Jusos (Jeunesse socialistes) du SPD et le Kommunistischer Bund (KB) anciennement maoïste et profondément marqué par les crises. Comme on pouvait s'y attendre avec la politique au mieux réformiste de ces organisations, la mobilisation fut centrée autour de l'appel à l'Etat bourgeois pour qu'il interdise les Loups Gris et expulse leurs membres hors d'Allemagne de l'Ouest. Comme le soulignait un tract de la Trotzkistische Liga Deutschlands (TLD) distribué lors de la manifestation :

"L'Etat bourgeois n'écrasera jamais les bandes paramilitaires fascistes ; les interdictions [des fascistes] seront toujours utilisées par le bourgeois contre la gauche et le mouvement ouvrier — au nom de la lutte contre les extrémistes de gauche et de droite." L'Etat ouest-allemand sauterait particulièrement sur une occasion d'expulser les militants de gauche, les ouvriers et étudiants étrangers gênants. La

présence massive et provocatrice de la police à la manifestation — encerclant par moments la manifestation en formation de combat, flanquée de véhicules blindés équipés de lances à incendie — aurait dû être suffisante pour dissiper toute illusion en la "justice" bourgeoise !

Bien que rejetant nettement l'appel à l'Etat bourgeois pour interdire les fascistes, la TLD mobilisa un cortège indépendant à la manifestation autour des mots d'ordre centraux : "Seule la mobilisation du mouvement ouvrier turc et allemand peut écraser les Loups Gris ! Pour des milices syndicales d'autodéfense ! Jetez les Loups Gris assassins en prison ! Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs étrangers !".

Le cortège combatif de plus de 20 militants de la TLD fut le seul représentant une organisation ouest-allemande. En dépit de leur soutien à la manifestation, les Jusos étaient simplement restés chez eux, tandis qu'une vingtaine de militants du KB ne furent identifiés que par le drapeau de leur groupe cache sexe "Action anti-fasciste" et leurs foulards palestiniens. D'un autre côté, le désir combatif de beaucoup des participants turcs de combattre le fascisme fut démontré lorsque nombreux d'entre eux se joignirent à la TLD pour crier des mots d'ordre pour l'action indépendante de la classe ouvrière contre les fascistes, pour jeter la police hors du DGB (fédération syndicale), pour une direction révolutionnaire des syndicats et pour un gouvernement ouvrier et paysan en Turquie.



Cortège de la TLD à Berlin : "Mobilisation des organisations ouvrières turques et allemandes contre les Loups Gris"

Répression bureaucratique à Prague

Le 20 décembre 1979, le tribunal de Prague a confirmé en appel les peines auxquelles ont été condamnés le 23 octobre 1979 six membres du VONS (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies) et de la Charte 77. Reconnus coupables de "subversion contre la République", Petr Uhl, Vaclav Havel, Vaclav Benda, Jiri Dienstbier et Otka Bednarova ont été frappés de 5 à 3 ans de prison ferme ; seule Dana Nemcova a bénéficié d'un sursis.

Survenant après les condamnations du porte-parole de la Charte 77, Jaroslav Sabata (ancien membre du comité central du Parti communiste tchécoslovaque d'août 1968), ce procès confirme la détermination de la bureaucratie de Husak à briser la Charte 77 et le VONS, en frappant les éléments les plus actifs.

La Charte 77 a été créée le 1er janvier 1977 dans le but de faire respecter les droits démocratiques élémentaires contenus dans la constitution de la République socialiste tchécoslovaque et les accords d'Helsinki de 1975 signés par la Tchécoslovaquie. Formé en avril 1978 sur la même base politique, le VONS, devenu depuis section tchécoslovaque de la Fédération internationale des droits de l'homme, émane de la Charte 77.

Par sa nature même, la Charte 77 (tout comme le VONS) est donc un appel aux signataires impérialistes des accords d'Helsinki pour faire pression sur Husak et ses protecteurs du Kremlin afin qu'ils respectent les clauses relatives aux "Droits de l'homme" que comportent ces accords. De ce point de vue, la politique de la Charte 77 et du VONS ne diffère pas qualitativement de celle des dissidents russes pro-impérialistes.

Néanmoins, nous exigeons la libération immédiate de P. Uhl, de V. Havel et des autres membres du VONS et de la Charte 77 emprisonnés, ainsi que la levée des charges pesant sur eux. Ceci contraste avec notre position sur un autre dissident soviétique, Anatole Chicharansky, qui était en fait coupable d'un crime contre le prolétariat mondial : d'avoir transmis des secrets militaires de l'URSS, un Etat ouvrier dégénéré, aux impérialistes. Dans l'article du *Bolchévik*, "Chicharansky est bel et bien coupable !", nous avons expliqué l'attitude marxiste par rapport à la question de la défense des dissidents :

"Les dissidents en Union soviétique sont un ensemble hétérogène, comprenant tout, des mystiques réactionnaires adorateurs du tsar comme Soljenitsyne jusqu'à d'ardents sionistes comme Chicharansky, l'intelligentsia libérale pro-occidentale (Sakharov), des réformateurs du stalinisme (Medvedev), des 'néomarxistes' sociaux-démocrates vagues (Pliouch), des défenseurs de minorités opprimées, et peut-être même quelques véritables oppositionnels révolutionnaires prolétariens — quoique ces derniers soient malheureusement difficiles à trouver à l'heure actuelle. Nous avons des divergences politiques profondes avec beaucoup de 'dissidents' — en fait, nous sommes souvent de l'autre côté de la ligne de classe — mais contre la censure écrasante du Kremlin, nous défendons la liberté d'expression pour tous ceux dont l'activité politique ne vise pas à renverser la dictature du prolétariat.

"La bureaucratie soviétique a traîné dans la boue les traditions démocratiques et les buts libérateurs du marxisme, suscitant un tel cynisme et une telle haine pour le fier nom de 'communiste' qu'il n'est pas surprenant que les tendances dominantes de la dissidence soient aujourd'hui pro-impérialistes. La lutte pour la révolution politique en URSS pour chasser la bureaucratie et restaurer la démocratie ouvrière nécessite une lutte intransigeante contre de telles tendances. Mais les dissidents pro-occidentaux et sionistes doivent être vaincus politiquement par les révolutionnaires prolétariens en URSS, et ceci demande une lutte tout aussi intransigeante pour les pleines libertés soviétiques à travers la révolution politique ouvrière pour chasser la bureaucratie."

— *Le Bolchévik* n° 10, novembre 1978

Les dissidents et les partisans de la guerre froide

La bureaucratie stalinienne mène nécessairement tous ses procès comme des machinations, ne connaissant pas d'autres techniques que l'intimidation bête, la calomnie antisémite et autres techniques "coup-de-masse" d'une bureaucratie despote. Ainsi, la répression contre les chartistes a permis à l'impérialisme d'alimenter sa campagne anticommuniste des "Droits de l'homme" visant à mobiliser l'opinion publique contre l'URSS. Comme l'espéraient la Charte 77 et le VONS, les gouvernements occidentaux — y compris le Vatican — ont protesté

au nom du respect des accords d'Helsinki. Giscard, en représailles, ajourna même le voyage de son ministre des affaires étrangères à Prague.

Carter fut le plus acharné à multiplier les interventions et déclarations de condamnation. Notamment à l'occasion du 4ème anniversaire de la signature de l'Acte final d'Helsinki, Carter déclara que "des actes comme ceux-ci sont totalement incompatibles avec les engagements pris à Helsinki" (*Le Monde*, 3 août 1979). Dès l'annonce des condamnations, le Département d'Etat américain annonça que ce procès "aurait des conséquences inévitables sur les relations que nous entretenons avec la Tchécoslovaquie" et que les Etats-Unis envisageaient de perdre des mesures dépassant les simples protestations verbales (*Le Monde*, 26 octobre 1979).

Le Parlement européen a saisi l'occasion de jouer son rôle de représentant d'un bloc impérialiste di-



Petr Uhl

rigé contre l'URSS et l'Europe de l'Est en protestant et intervenant — au nom des "Droits de l'homme" — auprès du gouvernement tchécoslovaque contre les arrestations et procès ; en retour, le VONS a adressé à Simone Veil, présidente de cette succursale de l'OTAN qu'est l'Assemblée européenne, une lettre de remerciement pour son intervention (*Le Monde*, 7 septembre 1979) ; ce qui non seulement exprime les illusions des chartistes dans les bourgeoisies "démocratiques", mais surtout représente un encouragement aux manœuvres restauratrices de l'impérialisme.

De Dubcek à Carter

L'appel désormais explicite à l'impérialisme est un des signes de l'évolution de la Charte 77. Dès son origine, elle est un bloc entre "dubcekien", sociaux-démocrates, pro-bourgeois, chrétiens, "trotskystes" etc. La référence commune à la conférence d'Helsinki permet un compromis allant de réformateurs staliniens comme l'ancien ministre des affaires étrangères de Dubcek, Jiri Hajek, qui voit dans le traité d'Helsinki le moyen de réaliser une "authentique co-existence pacifique" permettant de construire en Tchécoslovaquie un "socialisme à visage humain", à ceux qui, comme Jan Tesar, y voient un moyen de s'adresser directement à Carter.

Au début, les réformateurs staliniens, qui comprenaient un bon nombre d'anciens membres du comité central du PCT et d'anciens ministres de 1968, dominent, donnant à la Charte 77 la perspective de "mener dans son champ d'action un dialogue constructif avec le pouvoir politique et étatique" (Manifeste de la Charte 77). Comme dans les autres Etats ouvriers déformés et dégénérés, la plupart des dissidents tchécoslovaques viennent des couches petites-bourgeoises, socialement plus proches de la bureaucratie que de la classe ouvrière, et sont donc naturellement enclins à tenter de réformer la bureaucratie ; en Tchécoslovaquie, ces illusions ont été renforcées par le fait que l'invasion du Pacte de Varsovie en août 1968, a empêché les conflits inévitables entre la bureaucratie

de Dubcek et le prolétariat. Les limites du stalinisme libéral, si évidentes dans la Yougoslavie de Tito, n'ont pas pu se manifester.

Devant l'échec, inévitable, de la réforme de la bureaucratie, et en l'absence d'autres perspectives, la Charte 77 est entrée en crise. *Le Monde* (21 septembre 1979) a ainsi pu remarquer que l'opposition "visiblement à la recherche d'une nouvelle identité, donne des signes d'essoufflement (...). Le harcèlement policier, les coups répétés portés par le pouvoir, l'absence d'issue claire à terme prévisible, ont fini par créer un sentiment décourageant d'éternel recommencement".

La création du VONS est significative de l'"essoufflement" de la Charte 77 ; créé sur les mêmes bases, mais beaucoup plus restreint, organisé et actif, il a pris de fait en charge une grande partie des activités qu'elle avait avant. Si la Charte 77 n'a pas encore scissionné (et la répression lui a permis de serrer les coudes), les différenciations politiques se sont considérablement accentuées en son sein. A côté du regroupement des réformateurs staliniens — en perte de vitesse — s'est constitué au printemps 1978 un nouveau regroupement qui, avec des militants actifs comme V. Havel, J. Sabata, J. Müller ou J. Tesař, exerce une influence certaine dans la Charte 77. Rassemblé autour du texte "Cent ans de socialisme tchèque" qui se réfère au programme du Parti social-démocrate tchèque, ce groupe, même s'il est encore hétérogène, présente une orientation ouverte pro-social-démocrate. Certains de ses membres, tel l'ancien dirigeant étudiant de 68, J. Müller, ont déclaré soutenir l'Internationale socialiste, cette cadavérique agence de l'impérialisme dans le mouvement ouvrier.

Le libéralisme à visage "marxiste-révolutionnaire"

Un autre courant actif est celui qui se proclame "marxiste-révolutionnaire" et dont P. Uhl est le représentant. Ce dernier a sympathisé avec le Secrétariat unifié de Mandel-Kriven dans les années 60 en France. A l'issue de la grève étudiante de novembre 1968 en Tchécoslovaquie, il crée le Mouvement de la jeunesse révolutionnaire/Parti révolutionnaire socialiste de Tchécoslovaquie (PRST), organisation aux contours et au fonctionnement lâches, mais qui exprimait — sur la base des rares documents connus — une impulsion à gauche (cf. *Rouge*, supplément spécial, février 1971).

Il se prononçait pour une "révolution antibureaucratique", pour "supprimer la bureaucratie comme couche sociale (...)" lui arracher son pouvoir politique et économique" et pour que la volonté du "peuple travailleur" au pouvoir s'exprime par "les conseils dans les lieux de travail, dans les branches, le conseil central des travailleurs et aussi les organes d'autogestion du peuple dans les villes et les communautés (Programme du PRST). La création de cette organisation, dénoncée comme "trotskiste" par la bureaucratie, avait valu à P. Uhl sa première condamnation par le régime de Husak.

Mais depuis, les "marxistes-révolutionnaires" ont nettement évolué sur la droite. Dans sa lettre ouverte à "toutes les organisations nationales et internationales de la gauche révolutionnaire", P. Uhl explique les raisons de sa participation à la Charte 77 : "Le combat pour les Droits de l'homme constitue pourtant l'un des chemins qui mènent à la révolution ; il

LE BOLCHEVIK

Journal de la Ligue trotskyste de France
Tendance spartaciste internationale

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

Jean Lécuyer

IMPRIMERIE:

Minographie
10 rue juillet 75020 Paris

CORRESPONDANCE:

Le Bolchévik
B.P. 421 09 75424 Paris Cédé 09

ABONNEMENT:

20 F les 6 numéros
Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue du comité de rédaction.

Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
Commission paritaire n° 59 26 CEDOC

représente l'une des voies pour créer les conditions subjectives préalables à la révolution sociale et politique." Cette stratégie est "parfois la seule possible pour les régimes fascistes et les dictatures militaires ou bureaucratiques" (Rouge n° 311, 30 mars 1977).

Selon Uhl, la clause de l'Acte d'Helsinki, qui traite des droits sociaux, économiques et culturels et qui affirme que les travailleurs doivent avoir le droit de construire des syndicats libres, "pourrait peut-être constituer un point de départ sur le chemin de l'émancipation des travailleurs" (ibid.).

Dans le Programme de Transition, Trotsky explique que "La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DEMOCRATIE SOVIETIQUE". Mais jamais Trotsky n'a pensé que cela passait par la bureaucratie (ou une de ses fractions) s'autoreformant ou grâce aux "pressions" de l'impérialisme "démocratique".

Jamais Trotsky n'a confié la lutte contre la bureaucratie à un bloc comprenant pro-bourgeois, staliniens réformateurs ou même sociaux-démocrates. Dans son combat contre Staline, il s'est toujours

la bourgeoisie mondiale" dans l'Etat ouvrier, mais en même temps qu'elle est une menace pour les acquis ouvriers — notamment par sa politique de coexistence pacifique — elle défend, en tant que caste parasitaire qui tire ses priviléges des rapports de propriété prolétariens, la propriété étatisée.

"La bureaucratie soviétique a politiquement exproprié le prolétariat pour défendre par ses propres méthodes les conquêtes sociales du prolétariat (...). La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination, sous la forme de conditions particulières de propriété. Elle est obligée de défendre la propriété de l'Etat, source de son pouvoir et de ses revenus. Par cet aspect de son activité, elle demeure l'instrument de la dictature du prolétariat."

— Trotsky, "La Révolution trahie"

Après avoir réduit la bureaucratie stalinienne à un simple appendice bourgeois et avoir affirmé que "(...) le combat pour la révolution politique se concentre sur le mot d'ordre central des libertés démocratiques" (Informations ouvrières n° 847), l'OCI peut soutenir n'importe quel opposant à la bureaucratie. Ses préférences vont naturellement aux dissidents sociaux-démocrates et elle a salué avec enthousiasme l'apparition de "Cent ans de socialisme tchèque", "contribution décisive à une bataille historique : (...) la reconstruction d'un mouvement ouvrier indépendant" (Informations ouvrières n° 851).

Mais pourvu qu'elles s'opposent à la bureaucratie stalinienne, l'OCI soutient le combat de forces aussi ouvertement réactionnaires que le Parti paysan polonais (PSL), qui, glorifiant "La ferme familiale (...) base d'une certaine indépendance économique et sociale", soutient les "comités d'autodéfense paysanne" sur la base de leur opposition à la collectivisation des terres. F. Wilk, président du PSL en exil à Londres, déclare : "C'est une tradition chez nous. Les paysans faisaient sonner les cloches contre les Tartares, au XIIIe siècle. Maintenant, ils les font sonner contre les bureaucraties stalinien" (Informations ouvrières n° 882).

L'OCI acclame cet anticomunisme grossier : "Nous [l'OCI] sommes pleinement d'accord avec F. Wilk lorsqu'il affirme l'importance décisive d'un front uni de toutes les forces de la population laborieuse polonaise contre les satellites varsoviens du Kremlin et les parasites sur lesquels ils s'appuient" (ibid.).

Pour donner une note "socialiste" à cet anticomunisme forcené, l'OCI a concocté un schéma aberrant du monde dans lequel les impérialistes et les staliniens forment une conspiration consciente pour tenir toute la planète sous leur joug commun. Ainsi, elle affirme sans ambiguïté que Carter collabore avec la bureaucratie de Husak contre les dissidents tchèques. Mais à l'inverse de ce monde imaginaire à la George Orwell, les impérialistes défendent les dissidents capitalistes et s'en servent comme brèche pour leur campagne pour la restauration capitaliste.

Les "eurotrotzkistes" et la Tchécoslovaquie

La LCR excuse les appels aux gouvernements bourgeois, y voyant même un moyen de "démasquer" l'impérialisme : "l'inefficacité de ces appels, généralement sans réponse, devient un révélateur aux yeux des opposants de l'hypocrisie des bourgeois occidentaux" (Rouge n° 277). Pour les publicistes qui découvrent dans les droits démocratiques "une certaine dynamique propre", tout est bon qui lutte pour renverser la bureaucratie.

Ainsi, la LCR soutient-elle politiquement la Confédération de la Pologne indépendante (KPN), parti créé en septembre 1979, qui se prononce pour "créer une nouvelle troisième République polonaise, indépendante et démocratique", parce que "(...) pour la première fois, une organisation opposante souligne en termes clairs le problème du pouvoir" (Rouge n° 884). Si la KPN parvenait à renverser la bureaucratie stalinienne, ce ne serait que pour la remplacer par la réaction et l'exploitation capitalistes !

Défendre les acquis d'Octobre !

Seuls ceux qui défendent fermement les acquis ouvriers contre la contre-révolution bourgeoise peuvent prétendre restaurer la démocratie prolétarienne dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés. En 1956, les travailleurs hongrois sont entrés en lutte contre la bu-

rocratie en place, s'armant et s'organisant dans des conseils ouvriers qui se fédèrent, constituant ainsi un pouvoir prolétarien face au gouvernement stalinien ; mais en même temps, les travailleurs ont défendu les bases sociales de l'Etat hongrois, y compris en combattant ceux qui cherchaient à profiter de la crise révolutionnaire pour restaurer le capitalisme. Mais pour pouvoir être victorieux, il manquait au soulèvement révolutionnaire un parti d'avant-garde ayant pour programme de conduire les travailleurs à briser l'appareil d'Etat stalinien et à transformer les conseils ouvriers en organes de pouvoir d'Etat. De la même façon, les autres expériences passées, Berlin en 1953, la Pologne en 1956 et 1970, prouvent que l'outil indispensable pour abattre la bureaucratie usurpatrice est le parti ouvrier d'avant-garde. Sa construction passe par le combat politique non seulement contre les admirateurs de la "liberté" que les B52 de l'impérialisme américain ont déversées sur l'Indochine, mais aussi contre les fausses solutions offertes par les staliniens réformateurs qui espèrent dans le "socialisme à visage humain... dans un seul pays" ou par ceux qui rêvent aux paradis sociaux-démocrates de Schmidt, Palme ou Wilson.

La constitution d'une opposition révolutionnaire à la bureaucratie nécessite aussi de combattre la politique capitulatrice des renégats du trotskyisme qui bradent les acquis ouvriers et qui constituent un obstacle pour gagner au véritable programme trotskyste les éléments révolutionnaires des Etats ouvriers déformés et dégénérés.

L'appel des 100

"L'appel pour l'union dans les luttes", lancé le mois dernier par une centaine d'eurocommunistes et de sociaux-démocrates, a déjà rassemblé quelque 10 000 signatures qui vont des cadres du PC jusqu'à des partisans enthousiastes d'"extrême-gauche". L'appel, qui parle vaguement de la nécessité d'"unité dans les luttes", a sans doute profité en grande partie du sentiment combatif d'ouvriers qui voient en lui une issue à leurs luttes. Mais la réalité de l'appel est juste le contraire : il est au fond un appel à reconstruire l'union de la gauche, un bloc collaborationniste du PC et du PS avec la bourgeoisie.

Mais un bloc électoral unifié de front populaire est pratiquement impossible aujourd'hui, où le PC s'allie sur Moscou, et surtout depuis l'intervention soviétique en Afghanistan. Que veulent donc faire ces gens qui diffusent si énergiquement un tel appel ?

Sans doute un nombre important de bureaucrates syndicaux soutiennent l'appel parce que la perspective d'un gouvernement de gauche (même si elle est plutôt fictive à l'heure actuelle) est utile pour détourner les luttes ouvrières. Mais "l'appel à l'unité" offre surtout un véhicule utile pour tous ceux qui s'opposent de la droite au soutien du PC à la politique du Kremlin. Pour ceux qui veulent que le PC rompe ses liens avec Moscou, le cri de guerre est désormais "Le PC, en suivant la ligne du Kremlin, brise l'unité avec le PS" !

La LCR a bien entendu accueilli l'appel à l'union de la gauche avec enthousiasme, et ses militants l'ont activement diffusé. Mais son enthousiasme est modéré par son impulsion de capituler en même temps devant l'aile du PC qui suit Marchais (après tout ce dernier n'est qu'en train de perdre sa base avec sa ligne pro-Moscou). La LCR s'est même permis quelques critiques timides des "ambiguités" de l'appel — après tout cela ne coûte rien maintenant.

Incroyablement, la LCI réussit à opposer à l'appel... une perspective encore plus platement parlementariste. La LCI propose qu'on distribue plutôt la "Lettre ouverte à Mitterrand et Marchais" de l'OCI, qui, lançant fièrement la campagne présidentielle avant tous les autres, fait campagne pour le désinvestissement du PS et du PC au deuxième tour. Essentiellement, la LCI et l'OCI trouvent que l'appel, qui n'est qu'un appel à un "front populaire de combat", est trop militant. Car pour l'OCI, "l'unité PS-PCF pour chasser le gouvernement Giscard-Barre et lui substituer le gouvernement Mitterrand-Marchais est la seule ouverture politique qui respecte la démocratie" (Informations ouvrières n° 930, 5-12 janvier) !

LE BOLCHEVIK

Abonnement :
20F les 6 numéros

Le Bolchévik B.P. 42109
75424 Paris Cedex 09
Tél. 208 01 49

LE BOLCHEVIK



Hongrie 1956 : possibilité d'une révolution politique ; les ouvriers déterminés à maintenir leurs acquis

vigoureusement élevé contre l'idée même d'une alliance avec les menchéviks et à partir du moment où Trotsky a estimé qu'un nouveau parti était nécessaire en URSS, il déploya toute son énergie pour rassembler l'avant-garde ouvrière sur la base clairement délimitée du programme de la révolution prolétarienne. Au contraire, théorisant sa capitulation devant les réformateurs staliniens et les sociaux-démocrates, Uhl rejette le parti révolutionnaire au profit de blocs "informels" comme la Charta 77 (Rouge n° 871), franchissant par la même occasion allégrement toutes les barrières de classe ; de même qu'il se trouve à l'aise — de son aveu même — avec des anticomunistes comme Tesar (tristement connu pour sa lettre ouverte à Carter), il met sur le même plan régimes bureaucratiques et régimes fascistes ou dictatures militaires ; les sacro-saints "Droits de l'homme" font disparaître la différence de classe entre la Tchécoslovaquie et le Chili et avec elle disparaît la nécessité impérieuse de défendre l'acquis ouvrier que représente l'établissement des moyens de production. F. Uhl prétend combattre pour les intérêts des travailleurs et leur émancipation ; mais les travailleurs opprimés par les bureaucraties stalinien ont tout à perdre avec la restauration du capitalisme ; et les appels du soi-disant "marxiste-révolutionnaire" Uhl à une "opinion internationale" soi-disant au-dessus des classes vont directement contre les intérêts ouvriers.

Contre-révolution à la Lambert

A la recherche des faveurs de dissidents qui font appel à l'impérialisme, les pseudo-trotzkistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et de l'Organisation communiste internationale (OCI) ont fait de la défense de la "démocratie" l'alpha et l'oméga de leur programme pour les Etats ouvriers déformés et dégénérés. Ils renvoient dos à dos staliniens et impérialistes, notamment en plaçant systématiquement au même niveau leur combat contre la répression bourgeoisie et la répression bureaucratique. Pour se justifier, l'OCI est obligée de réviser, de nouveau, Trotsky en expliquant que la bureaucratie a la même nature de classe que la bourgeoisie, "une caste bourgeoisie, une aïeuse de l'impérialisme mondial, au sein de l'Etat issu de la révolution d'Octobre" (Informations ouvrières, n° 800).

Pour Trotsky, la bureaucratie est, par nature contradictoire. Elle est effectivement un "organe de

Grève de Sotteville

En novembre quand la combativité des cheminots posait la question d'une grève nationale des chemins de fer, les principaux groupes pseudo-trotskystes présentaient la grève des cheminots de Sotteville comme exemplaire. Certes, cette grève avait révélé la combativité exceptionnelle des cheminots. Ayant formé un comité de grève, les ouvriers de Sotteville ont envoyé des piquets volontaires pour faire débrayer les centres de Courrières et de Petit-Quevilly. Les cheminots de Petit-Quevilly, quand leur grève a été écrasée par les bureaucrates, ont voté une résolution exigeant que soient retirés leurs mandats à cinq de ces derniers.

Malgré cette combativité, la grève de Sotteville a surtout été "exemplaire" de l'incapacité des pseudo-trotskystes à offrir une alternative lutte de classe à la bureaucratie. La grève, dirigée en grande partie par des militants se réclamant du trotskysme et dont le travail passé avait contribué à préparer le terrain, s'est terminée par une défaite partielle (25 suppressions de postes au lieu des 41 prévues à l'origine) parce que les bureaucrates ont réussi à la maintenir isolée.

La grève était un cas-test pour les stratégies syndicales de la LCR, la LCI et l'OCI. Les publistes de la LCR ont manifesté leur politique habituelle de recherche d'un bloc avec une partie de la bureaucratie. En même temps, un appel à la grève nationale des chemins de fer fut préparé par des militants de la LCR, dont la plupart sont passés par la suite à la LCI. Mais le récent passage des militants rouennais de la LCI au comité des cheminots de l'OCI représente une capitulation évidente par rapport aux impulsions combatives qu'ils avaient manifestées avec cet appel.

Les militants de l'OCI qui, en temps "normaux", sur la base d'une politique conséquente évitent des grèves, ont donné une leçon de comment, quand ils se trouvent à la direction d'une grève, leur ligne d'"unité" avec les bureaucrates étrangle la grève. Ayant explicitement renoncé aux 21 conditions du Komintern, dans les syndicats, l'OCI n'a rien à proposer aux possibilités de luttes de classe militantes que des gadgets sociaux-démocrates. Même si elle a commencé à appeler du bout des lèvres pour la grève générale (une concession à la LCI ?), la vraie ligne de l'OCI est de canaliser un soulèvement éventuel sur le terrain parlementaire. Ainsi, l'agitation de l'OCI est centrée sur l'appel pour un "gouvernement PC-PS" (et pour ceux qui ont du mal à comprendre, l'OCI a même commencé à appeler au "désistement" pour les élections présidentielles). Ce crétinisme parlementaire pèse lourdement sur les cheminots de Sotteville comme sur les militants de la LCI !

La question centrale dans la grève était son extension sur tout le réseau ouest. Des trotskystes

auraient combattu pour organiser des délégations de Sotteville aux autres centres pour construire un soutien à l'extension de la grève et pour organiser leur participation concrète à des piquets de masse qui seraient allés au Havre, à Paris-St-Lazare, des piquets de masse maintenus sur place pour fermer les gares et les maintenir fermées là où ce serait possible. Les cheminots à St-Lazare avaient fait grève quelques semaines auparavant, et bien que les bureaucrates aient réussi à la briser, le comité de grève a déclaré qu'ils sont restés mobilisés. De plus, la grève de Sotteville a pratiquement chevauché une grève des cheminots à Lille et une grève combative des contrôleurs de Lyon qui s'est étendue à pratiquement tout le réseau sud-est.

Clairement, une grève vraiment combative, étendue à tout le réseau ouest aurait pu servir de point de départ à une grève nationale des chemins de fer. Mais aucun des groupes pseudo-trotskystes n'était préparé à lutter contre les bureaucrates pour cette perspective, sans doute parce que l'envoi de piquets de masse aurait constitué un défi aux bureaucrates pour le contrôle de l'organisation de la grève.

Depuis le début de la grève, les pseudo-trotskystes n'avaient pas caché leur intention d'éviter une confrontation de fond avec les bureaucrates en proposant qu'à peu près la moitié des places au comité de grève soit accordée aux bureaucrates "de droit". Pour des trotskystes, un comité de grève élu permet aux ouvriers de base de contrer les trahisons des bureaucrates. Quelquefois, un tel compromis peut être une tactique nécessaire. (Le refus sectaire des militants de Lutte Ouvrière de participer au comité de grève à cause de cette question n'était qu'une autre façon d'éviter une lutte contre les bureaucrates).

L'OCI et la LCR ne voyaient le comité de grève que comme un moyen de pression sur les bureaucrates. Le slogan habituel de l'OCI pour les comités de grève avec participation des syndicats est essentiellement une déclaration à l'avance de bonne volonté envers la bureaucratie. Et au "Meeting SNCF" de la LCR à Paris le 14 janvier, un cheminot de Rouen, membre de la LCR, a donné cette explication incroyable :

"Et je crois que les travailleurs du triage ont une intelligence incroyable, c'est qu'ils ont pris en otage les directions syndicales. Comment ils les ont pris en otage ? Au début de la grève ils [les dirigeants] étaient prêts, quand ils ont vu l'élection du comité de grève et tout, à la limite ils étaient prêts à se décliner. Ils auraient voté avec leurs pieds, c'est-à-dire en ne venant plus et tout. Eh bien, les travailleurs leur ont dit 'Vous êtes de droit, vous êtes de droit au comité de grève. (...)'. Alors pendant huit jours de grève les dirigeants syndicaux, devant 40 personnes, ils ont été obligés d'expliquer chacune de leurs ini-

tatives et tout ; enfin, ça a dû leur faire des cauchemars".

Après 16 jours, les bureaucrates ont pu persuader les cheminots, qui manquaient de perspective pour étendre et gagner leur grève, de reprendre le travail. Quelques semaines avant, les bureaucrates avaient "récompensé" leur "opposition loyale" en retirant leurs mandats syndicaux à cinq militants. Il faut aujourd'hui lutter pour la réintégration de ces militants à leurs postes, encore plus devant la campagne effrénée, lancée pendant la grève par les bureaucrates.

Les détails du vote qui mit fin à la grève sont obscurs ; les militants qui étaient sur place donnent des versions contradictoires — ce qui cache on ne sait quelle capitulation. Mais une chose est certaine : en dépit d'un premier vote qui donne une courte majorité pour la poursuite de la grève, la LCR, l'OCI et la LCI ont renoncé à toute lutte contre les bureaucrates pour poursuivre la grève. Au "Meeting SNCF" de la LCR, le porte-parole de la LTF a soulevé l'allégation que ces groupes auraient même voté au second scrutin en faveur de terminer la grève. Cela n'a pas été démenti par les militants de ces groupes en présence et a été confirmé après la réunion par le cheminot de Rouen, membre de la LCR.

Des révolutionnaires doivent, bien sûr, pouvoir juger quand une lutte est désespérément isolée et que sa poursuite ne servirait qu'à démolir les ouvriers. Mais à Sotteville, le refus des pseudo-trotskystes de se battre pour poursuivre la grève est intimement lié à leur refus de lutter pour l'extension de la grève.

Aucun de ces opportunistes ne peut concevoir de lutte programmatique pour une direction trotskiste des syndicats. Au "Meeting SNCF", les divers orateurs, qui avaient tourné en rond sur comment affronter les bureaucrates, ont été affolés quand le porte-parole de la LTF insista sur la nécessité de chasser les bureaucrates :

"C'est au fond comment lutter dans les syndicats pour virer les directions syndicales, les remplacer par des fractions communistes dans les syndicats, qui dirigent les syndicats sur leur programme. Ca c'est la question que je pose aujourd'hui. Evidemment il faut créer des fractions dans les syndicats.

"Alors il semble que l'OCI ait abandonné cela parce qu'ils ne sont plus pour les 21 conditions en ce qui concerne les syndicats, et il semble que la LCR, depuis toujours, a une autre tactique qui est (...) de chercher à l'intérieur des syndicats des groupements, des tendances social-démocrates quand il s'agit de la CFDT, ou des eurocommunistes quand il s'agit de la CGT, avec lesquels on va pouvoir s'allier temporairement de façon à faire pression sur la direction centrale du syndicat. Nous disons 'Non !'. ■

Menaces impérialistes...

Suite de la page 1

nienne (et ses partisans dans le PCF) adopte une politique qui défend les formes de propriété prolétariennes d'un Etat ouvrier déformé, les trotskystes sont dans un bloc militaire avec les staliniens du même côté des barricades. Tel est le cas en Afghanistan ; quand l'armée soviétique y est intervenue contre les réactionnaires musulmans, les trotskystes ont déclaré, "Salut à l'Armée rouge !". Quoi qu'il en soit, la politique traître des staliniens de recherche de la coexistence pacifique avec les impérialistes "démocratiques" et les bourgeois nationales est le principal obstacle à une réelle défense des acquis d'Octobre, par exemple prolongeant sans nécessité pendant des dizaines d'années la lutte heroïque des Vietnamiens contre l'impérialisme français et américain. Mais, au moins, lorsque la bureaucratie a senti le souffle brillant de la contre-révolution en Afghanistan, à ses propres frontières, elle n'a pas été prise d'un accès de libéralisme bêlant.

L'affaire Sakharov était particulièrement embarrassante pour le gouvernement français. Chaban-Delmas s'est réellement fait avoir et a décampé de Moscou vers Paris, laissant flotter derrière lui des déclarations gênantes proférées du bout des lèvres. Sakharov, actuellement dirigeant du groupe de surveillance des accords d'Helsinki pour l'Union soviétique, est également le "père de la bombe H soviétique" ; pour cette dernière réalisation, il figurera certainement en bonne place dans les futurs livres d'histoire du prolétariat russe, après que celui-ci se soit libéré des chaînes du régime bureaucratique et ait reconquis le pouvoir politique.

Sakharov est maintenant un admirateur du capitalisme américain qu'il considère comme un système "beaucoup plus sain" et supérieur à l'économie planifiée "militarisée et administrée de manière chaotique" mise en place par la Révolution russe (*New York Times*, 22 août 1973), et il demande aux bellicistes impérialistes couverts de sang d'isoler et de faire pression sur l'Union soviétique. Même dans sa défense confuse de la démocratie abstraite, Sakharov est loin d'être conséquent. En septembre 1973, il était le co-auteur d'une lettre à la junte chilienne auprès de laquelle il plaideait la grâce de Pablo Neruda parce que "la perte de ce grand homme noircirait pour longtemps l'époque de renaissance et de consolidation proclamée par votre gouvernement". Dans une interview téléphonique accordée à un journaliste occidental, ce "champion" des Droits de l'homme "refusait de prendre position pour ou contre la junte sur la base que le 'Chili est trop loin'." Il explique plus tard qu'il ne voulait pas se joindre au "choeur" russe dénonçant le boucher Pinochet (*New York Times*, 26 septembre 1973). Sakharov avait créé, avant son éloignement à Gorki, toute une aura d'invulnérabilité autour de lui qui reposait sur sa capacité à faire chanter l'Etat soviétique.

"Lui pourtant, ne croyait pas à l'éventualité de son expulsion. Il se sentait protégé, il connaissait des secrets d'Etat, disait-il. 'Pas des secrets scientifiques. Ceux-là, on les apprend désormais en classe terminale', disait cet homme facilement ironique. Mais des informations sur le fonctionnement même du régime, dont il avait été un familier (...)."

— *Le Matin*, 23 janvier

L'intelligentsia française et le milieu dissident russe se sont saisis de l'éloignement de Sakharov pour renouveler leurs appels au boycott des Jeux olympiques de Moscou. On retrouve Jimmy Carter et

Margaret Thatcher parmi les partisans du boycott. Quand la Presse a répondu en caractérisant les dissidents de traîtres, elle les a désignés pour ce qu'ils sont. Ce sont des traîtres à la cause prolétarienne car face au battage impérialiste contre l'Union soviétique ils se joignent au choeur des boycotteurs. A bas le boycott olympique de Carter ! A bas les mesures de rétorsion de la CEE contre l'Union soviétique !

Les Américains et les Anglais font pression sur le gouvernement français parce qu'il se tient un peu à l'écart des aspects les plus excessifs de la campagne antisoviétique. Mais la France a son propre biseau à défendre et derrière la compétition franco-allemande pour des relations privilégiées avec l'Union soviétique il y a la rivalité impérialiste acharnée en Afrique et ailleurs entre l'Etat allemand économiquement puissant et la France, qui est plus faible mais qui a toujours eu l'ambition de jouer dans les affaires mondiales un rôle plus grand que celui qui lui reviendrait de par sa puissance économique.

La crise de l'Afghanistan sonne aussi le glas de toute la configuration des alliances d'après-guerre. Les nouveaux blocs ne se réorganisent pas rapidement. Par exemple, le désir de l'Allemagne de l'Ouest d'établir des relations privilégiées avec Moscou aux dépens de la France n'est pas en voie de se réaliser et va être mis à l'épreuve dans la crise actuelle. Mais de nouveaux réalignements sont à l'ordre du jour.

Les pseudo-trotskystes capitulent

La LCR a préparé le terrain de cette capitulation devant l'hystérie antisoviétique en faisant porter le chapeau de la "guerre froide" aux staliniens : "La campagne du PCF contre les ministres US en Europe, la manifestation organisée le **jeudi 20 décembre 1979** CEDOC cette page 10



LAMBERT-MORENO: LE PLUS POURRI DES BLOCS

Au cours des trois dernières années, l'aventurier argentin Nahuel Moreno a tourné autour du "Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale" (SU) cherchant l'occasion de provoquer une scission dans ce gang chaotique de renégats du trotskysme. Après avoir rompu avec le Socialist Workers Party (SWP) américain à cause de la ligne "socialiste du State Department" de ce dernier sur le Portugal en 1975, il flirte pendant un an environ avec la majorité du SU dirigée par Ernest Mandel, et décide ensuite de construire sa propre Fraction bolchévique (FB) en 1978. Drapé d'une abstraite plateforme de gauche accusant Mandel de suivisme derrière l'eurocommunisme et le SWP de néo-kautskysme, Moreno commence à fanfaronner à travers l'Amérique latine, raflant des groupes de militants dans plusieurs pays par des coups de main éclair et des exclusions bureaucratiques. Il met ensuite le cap sur l'Europe, espérant mettre la main sur une partie des sections du SU perpétuellement secoué par des crises en présentant une machine efficace, bien financée et toujours sur la brèche avec une nouvelle campagne pour gagner l'attention des masses. Et sillonnant la planète à la recherche de points chauds, il trouve finalement un cheval de bataille : la lutte du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) contre le tyran nicaraguayen Somoza.

Mais cela ne se passe pas exactement comme escompté. Tout d'abord Moreno invente la Brigade Simon Bolívar (BBB) comme appareil publicitaire pour faire un nom à la FB et comme groupe de pression pour pousser le FSLN à gauche. Mais peu après la fuite du dictateur, marionnette des Etats-Unis, en juillet dernier, la BBB des morénistes entre en conflit avec les dirigeants sandinistes. Après un peu plus d'une semaine à organiser des syndicats et à exhorter les milices locales à conserver leurs armes, la Brigade prend les coups de la nouvelle junte. Le 17 août 1979, la Brigade est raflée et fourrée dans des avions à destination de Panama où plusieurs de ses membres seront passés à tabac par la Garde nationale. Cela aurait pu être la fin de l'épisode si les représentants du SWP et des mandéliens à Managua n'avaient pas soutenu publiquement les expulsions. Moreno pouvait bien perdre le bénéfice d'une grande opération au Nicaragua mais il obtient son prétexte pour scissionner le SU. Par une série de dictats, le Secrétariat unifié ordonne à la FB de cesser d'opérer et exclut les dirigeants de son allié, la Tendance léniniste-trotskiste (TLT) ; en retour, la FB et la TLT sortent avec leurs troupes — sans même prendre la peine d'apparaître au "Xe congrès mondial" pour protester contre les exclusions.

A la suite de la scission dans le Secrétariat unifié en octobre, un conglomérat international concurrent est constitué et qui prétend bénéficier du soutien de

la "majorité des organisations, tendances et militants qui peuvent se réclamer légitimement de la Quatrième Internationale". Moreno se joint à l'OCI de Pierre Lambert, la TLT lambertiste et les satellites de l'OCI du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI) pour former le "Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la Quatrième Internationale". Le Comité paritaire dirige ses attaques contre la politique liquidationniste du SU, sur la question du Nicaragua et en particulier contre la "direction castriste" du SWP, qui est comparée à l'offensive révisionniste de Michel Pablo, alors à la tête du Secrétariat international en 1951-53. Dans leur déclaration commune annonçant le Comité paritaire, le CORQI, la FB et la TLT appellent à :

"(...) une discussion commune et internationale de tous les éléments, forces et organisations qui se placent sur le terrain du Programme de Transition, en vue de reconstruire et recomposer l'Internationale et ses organisations dans une IVe Internationale réunifiée."

— *Informations ouvrières* n°922, 3-10 novembre 1979

Cette discussion doit être organisée autour d'une "conférence démocratique ouverte à toutes les forces qui se réclament du trotskysme".

Le ballet des pseudo-trotskystes

Sous l'influence croissante du SWP réformiste, aujourd'hui dirigé par Jack Barnes, le SU a perpétué des crises contre les ouvriers au Nicaragua y compris, dit-on, la dénonciation (qui n'a pas été démentie) de la Brigade Simon Bolívar au FSLN. Pour des organisations qui se réclament du trotskysme, la kyrielle de trahisons du SWP et du SU est véritablement à couper le souffle : soutien politique à un gouvernement de collaboration de classe, des alliances front-populistes avec des forces capitalistes, appel pour une "aide" impérialiste à la junte "révolutionnaire" au pouvoir, opposition à des nationalisations "risquées" et aux revendications syndicales "irresponsables", éloge du désarmement des masses, approbation de la répression bourgeoise contre l'extrême-gauche, et ordre aux deux groupes sympathisants du SU dans le pays de se dissoudre. Mais ce n'est pas un "accident" dont la responsabilité peut être rejetée sur la nature perfide de Peter Camejo ou sur le SWP éhonté. Une telle capitulation abjecte devant la "direction révolutionnaire" sandiniste bonapartiste est le résultat inévitable des bases sur lesquelles a été fondé le Secrétariat unifié.

Le SU fut fondé en 1963 par le SWP et les lieutenants européens de Pablo sur un programme de soutien politique au soi-disant "marxiste naturel" Fidel Castro et à son Etat ouvrier bureaucratiquement déformé à Cuba. Mais bien que le programme de la révolution permanente et la nécessité d'une avant-garde prolétarienne indépendante fussent rejetés de part et d'autre, les fractions composant le SU étaient divisées par des impulsions opportunistes conflictuelles sur des terrains nationaux très différents. En conséquence, cette pseudo-Quatrième Internationale a failli face à tous les événements majeurs de la lutte des classes. Une controverse autour du guérillisme latino-américain a déclenché une bataille fractionnelle longue de 10 ans à la fin des années 60 et au début des années 70. En 1974-76, le SU était de l'avant-garde au bord de la scission sur les questions du Portugal et de l'Angola lorsque la minorité SWP et la majorité mandélienne se sont retrouvées chacune d'un des côtés des barricades. Mais bien que les fractions se soient ensuite disputées, et bien que le Nicaragua fut (des deux côtés) plus une excuse qu'une cause, l'offensive déterminée de Moreno parvint à faucher au SU environ 25 à 30% de ses membres.

Bien que le Comité paritaire soit à la gauche du Secrétariat unifié sur l'unique question de la politique envers le FSLN victorieux au Nicaragua, le nouveau bloc des morénistes et des lambertistes n'offre pas d'alternative à ceux qui se réclament du trotskysme. En fait, ce mariage de convenance est même encore moins viable que le SU lui-même : l'OCI est une organisation social-démocrate respectable avec un cas certain de stalinophobie, alors que Moreno est un aventurier se préparant à construire une internationale personnelle sur un programme d'infiltration de toutes sortes de régimes nationalistes-bonapartistes "tiers-mondistes". Avant que les sandinistes prennent le pouvoir, l'homme de l'OCI à Managua (Fausto Amador) attaqua le FSLN de la droite, le traitant d'"aventuriste" pour avoir organisé une seconde offensive pour renverser Somoza, alors que la Brigade de Moreno s'appuyait sur la seule revendication de "soutien à la lutte du peuple de Sandino". Le caméléon politique qu'est Moreno a passé des années à se déguiser en péröniste en Argentine, se changeant ensuite en castriste, puis en social-démocrate et il est maintenant dans une période de contorsion gauche ; le réformisme de Lambert est conséquent — de même que le SWP, il a applaudi avec enthousiasme, en 1975, la campagne contre-révolutionnaire du Parti socialiste portugais financé par la CIA. C'est le bloc pourri des pseudo-trotskystes, de tous les temps.

C'est tellement vrai que même le SU sent qu'il peut se permettre d'accuser le Comité paritaire

d'être un bloc sans principes ! En réponse, le porte-parole du CORQI et de l'OCI, Stéphane Just, se vante : "Nous n'essayons pas de cacher les divergences qui existent parmi nous". Et même après l'annonce de la "conférence ouverte", "Chacun de nous conservera 'sa propre physionomie et ses propres positions politiques'" (*Informations ouvrières*, 10-17 novembre 1979). Et dans une interview publiée dans le même numéro du journal de l'OCI, Moreno admet que :

"C'est-à-dire que pour l'instant il [le Comité paritaire] s'agit d'un front unique (...)" Cependant, Just et Moreno appellent tous deux les participants du Comité paritaire à "se battre pour la construction de partis révolutionnaires" — sur quelles positions ? Ce qui est clairement envisagé est que chaque organisation continue à construire ses propres satellites pour que le jour où inévitablement aura lieu la scission, elle n'ait qu'à ramasser ses billes et s'en aller. Dans le même temps, la TLT est en train de perdre rapidement sa "propre physionomie" (ses positions politiques ont toujours été empruntées d'abord au SWP, puis à l'OCI). La TLT française, organisée, depuis son expulsion-sortie du SU, dans la Ligue communiste internationaliste (LCI), a créé un "comité de liaison permanent" avec l'OCI (circulaire n° 1 de la LCI) ; et la lettre d'*Informations ouvrières* du 11 décembre 1979 annonce que "l'OCI et la LCI se considèrent comme des segments du même parti ouvrier révolutionnaire".

Dans la scission du SU, la banqueroute des deux côtés est démontrée par le fait que ce qui en sort sont deux blocs, chacun composé d'un élément réformiste et d'un élément centriste. Moreno et Lambert ne sont pas plus unis politiquement que Mandel et Barnes. En fait, dans la perpétuelle danse du balai des pseudo-trotskistes, les couples en présence en 1976-77 étaient : Barnes-Lambert contre Mandel-Moreno, et auparavant, Barnes-Moreno-Lambert contre Mandel et Cie. Pour l'OCI ce n'est que la méthodologie habituelle qui a déjà porté ses fruits : la formule du Comité paritaire est celle du programme fédéraliste sur lequel fut construit le malheureux CORQI... et sur lequel il s'est effondré. Pendant des années, Lambert s'est retrouvé avec des divergences non résolues avec son principal partenaire de bloc, le POR bolivien de Guillermo Lora ; divergences sur la participation de ce dernier au "Front révolutionnaire anti-impérialiste" aux côtés du général nationaliste Torres, et ensuite avec les partisans argentins de Lora, Politica Obrera, sur le suivisme derrière Peron. Puis, en janvier 1979, l'OCI rompt avec la plupart de ses alliés latino-américains. L'accusation : capitulation devant le nationalisme bourgeois, en particulier le péronisme (oh, surprise !). Maintenant, Lambert réédite une nouvelle version du CORQI. C'est l'"unité" sur le plus petit dénominateur commun, pas sur le programme bolchévique.

Et si on parlait de Cuba ?

Depuis la scission du SU, les dirigeants du Comité paritaire se sont donnés beaucoup de mal dans leurs déclarations pour se présenter comme les adversaires conséquents du pablisme. D'après Nahuel Moreno, "même si la révolution nicaraguayenne fut le détonateur de la crise actuelle", ses origines remontent à "la terrible crise dans la Quatrième Internationale que causa la déviation pabliste de 1951-53" qui donna l'entrisme profond dans les PC loyaux au Kremlin. Il accuse aussi Mandel et Pablo de l'"un des plus grands crimes de l'histoire du mouvement ouvrier" pour avoir donné un soutien critique au gouvernement bourgeois bolivien en 1952. Et dans une résolution présentée à l'automne dernier à la réunion du SU qui consacrait la rupture, la Fraction bolchévique notait que la position du SWP sur le Nicaragua était d'"appliquer la tactique de Pablo face au FLN algérien" (*Lettre d'Id*, 10 octobre 1979). Non content de soutenir politiquement le FLN, Pablo y entra et devint en personne conseiller technique du gouvernement bourgeois de Ben Bella, après l'indépendance.

Afin de combattre le programme politique qui a permis la capitulation actuelle du SU devant le régime sandiniste au Nicaragua, il est crucial d'en analyser les origines. L'entrisme "sui generis" dans les partis staliniens pro-Moscou, la Bolivie en 1952, l'Algérie en 1964 — ce sont toutes des trahisons pablistes comme la position du SU et du SWP envers le FSLN. Dirigeant de la TLT, C. Nemo mentionne également le soutien mandélien au "foquisme" latino-américain (guérillisme de type guérilliste) qui fut relayé par la chasse aux "nouvelles avant-gardes" en Europe et les illusions nourries dans l'eurocommunisme. Mais pourquoi ces exemples particuliers — ne manque-t-il pas quelque chose ? Ceci n'est qu'une auto-arnastie au moyen d'une présentation sélective de l'histoire. Dans sa lutte contre le pablisme, qu'il prétend implacable, Moreno laisse une lacune importante — en un mot, la "réunification" de 1963 et les années qui suivirent. Et il y a un exemple qu'il ne mentionne pas — le plus significatif, en fait, Cuba.

Le parallèle entre les événements d'aujourd'hui au Nicaragua et les premières années du régime de Castro est inévitable. Les forces fondamentales sont les mêmes : une armée de guérilla victorieuse dans une alliance fragile avec les libéraux bourgeois du pays face aux Etats-Unis temporairement peu disposés à intervenir de manière directe. (Mais là où Castro fut forcée d'adopter des mesures de plus en plus radicales face à l'hostilité impérialiste, Carter cherche à se concilier le nouveau régime — qui en retour dirige ses attaques principales contre ceux qui cherchent à dépasser les limites capitalistes qu'il impose à la révolution anti-Somoza.) Le SWP a raison d'insister sur l'identité fondamentale entre sa ligne d'alors et celle d'aujourd'hui. Aujourd'hui, Barnes est d'accord avec l'expulsion de la Brigade et offre au FSLN ses conseils sur comment se débarrasser au mieux de "ces gauchistes", et Mandel le suit ; Jaime Wheelock, de l'aile gauche des sandinistes, reste le chéri du SU malgré ses tirades anti-trotskistes. Revenons aux années 60 — lorsque le régime de Castro interdit le journal du POR cubain, arrêta ses dirigeants et détruisit les matrices d'impression de *La révolution trahie* de Trotsky, lorsque Guevara dénonça le trotskisme comme un outil de Washington — le SWP (et Moreno) resta silencieux et excusa même la répression bureaucratique.

Cuba est une question clé pour les trotskistes car c'était la première fois qu'une direction petite-bourgeoise radicalisée sans liens antérieurs avec le stalinisme (à la différence de la Chine, du Vietnam et de la Yougoslavie) prenait le pouvoir et essentiellement expropriait la bourgeoisie dans son entier, instituant un système économique collectiviste. Ceci soulevait les questions élémentaires de la théorie et du programme de la révolution permanente. La réponse du SWP, et la base pour la formation du Secrétariat unifié, fut de balancer le "vieux trotskysme" par la fenêtre : la paysannerie pouvait remplacer la classe ouvrière en tant que force dirigeante, et là où un parti léniniste trotskiste était jugé nécessaire auparavant, l'"instrument émoussé" d'un groupe de guérilla pouvait faire l'affaire. (Le fait que ce qui en résulte est un régime bonapartiste, et non la démocratie ouvrière, régime qui dans sa politique étrangère suit nécessairement la ligne nationaliste stalinienne de conciliation avec l'impérialisme, ne préoccupait pas les pablistes.) Moreno adopta également cette tactique — avant 1968, il était encore plus enthousiaste pour Castro que ses mentors du SWP. Lambert, cependant, répondit comme par réflexe par la pseudo-orthodoxie, niant aveuglément qu'il y ait eu une révolution sociale à Cuba. Pendant 20 ans, l'OCI appela le régime de Castro un "Etat capitaliste fantôme".

Venant d'horizons différents, les lambertistes et les moréniens se retrouvèrent empêtrés dans leurs positions sur Cuba qui rendaient difficile la lutte contre le SWP et le SU sur le Nicaragua. (Barnes et Mandel peuvent au moins prétendre que leur opportunité est conséquent.) Le résultat fut que, dans les mois passés, l'OCI et la Fraction bolchévique ont sorti des documents qui caractérisent pour la première fois Cuba comme un Etat ouvrier déformé ou quelque chose d'approchant. Cependant tous deux ont effectué ce changement de manière furtive. La FB a eu un trou de mémoire bien commode — oubliant le soutien antérieur de Moreno à la position du SU — déclarant simplement que Castro et Cie ne sont qu'une "direction ayant une politique petite-bourgeoise bureaucratique et placée à la tête d'un Etat ouvrier qui n'a pas pu dégénérer car il est né déformé (...)" (*La résolution sur l'Amérique Latine*, septembre 1979). L'OCI ne veut cependant pas rejeter totalement son ancienne position : la caractérisation de simple variante "plausible au moment où elle était formulée" qui ne s'est pas réalisée. Au contraire, toujours pour l'OCI, c'est "une autre variante qui a pris corps : la constitution d'un Etat ouvrier s'apparentant aux Etats ouvriers bureaucratiques dès le départ" (*La Vérité* n° 588, septembre 1979). Ce leur a pris 19 ans pour s'en apercevoir !

Le spectre spartaciste

Pendant un temps, la Tendance léniniste-trotskiste a demandé un changement de position du SU sur Cuba, et ne peut donc rejeter l'importance de la question comme essaient de le faire la FB et l'OCI. Mais leur déclaration que "la nouvelle direction du Socialist Workers Party s'aligne sur la politique castriste" (*Tribune ouvrière* n° 1, novembre 1979) est manifestement absurde : le SWP a soutenu le castrisme depuis 1960 ! Ceci n'est qu'une piteuse tentative des dirigeants de la TLT d'excuser leur propre rôle comme disciples de Joe Hansen (dirigeant du SWP) dans la mal nommée Fraction léniniste-trotskiste (FLT) : la FLT qui attaquaient le guérillisme guérilliste de Mandel de la droite. Même chose pour Moreno qui fut dans la direction de la FLT jusqu'à ce qu'il en scissionne en 1975. Et si on parlait des années 60 quand Moreno appelaient au "développement d'un appareil technique subordonné à la discipline de l'OLAS", l'"internationale" mort-née de Castro (voir le *Moreno Truth Kit*).

pour les faits) ; et quand Mandel prétendait que l'appel de l'OLAS à une guerre de guérilla continentale "faisait écho à la tradition bolchévique" (voir "For Workers Political Revolution in Cuba", *WP* n° 223 et 224, 19 janvier-2 février 1979) ?

Les divers partenaires dans le Comité paritaire cherchent avant tout à éviter la confrontation avec le programme et la lutte de la tendance spartaciste internationale (TSI). Seule la TSI a développé une position trotskiste cohérente sur la question cubaine : depuis ses origines (en tant que Revolutionary Tendency (RT) du SWP), elle a combattu de façon conséquente la politique destructrice des liquidateurs pablistes. La RT fut la seule à analyser, à l'époque, les origines de l'Etat ouvrier déformé cubain et ce que cela signifiait pour le programme trotskiste (voir "Cuba et la théorie marxiste" dans la brochure de la LTF "Pour la révolution politique !"). S'opposant à la résolution de la direction du SWP "For Early Reunification of the Trotskyist Movement" qui devint le document de fondation du Secrétariat unifié, la Revolutionary Tendency présente une contre-résolution au congrès du SWP en juin 1963 qui déclarait :

"13. La révolution cubaine a mis à jour les vastes incursions du révisionnisme dans notre mouvement. (...) Ainsi les trotskystes sont à la fois les défenseurs les plus militants et inconditionnels de la révolution cubaine et de l'Etat ouvrier déformé qui en est issu contre l'impérialisme ; mais ils ne peuvent pas faire confiance ou apporter leur soutien politique, si critique soit-il, à un régime gouvernemental hostile aux principes et aux pratiques les plus élémentaires de la démocratie ouvrière, même si leur démarche tactique n'est pas la même que celle qui sera utilisée à l'égard d'une caste bureaucratique *encore*..."

"14. Ce qui est vrai de la démarche des révisionnistes envers le régime de Castro est encore plus évident vis-à-vis du régime de Ben Bella, actuellement au pouvoir en Algérie sur le programme d'une révolution 'socialiste' qui collabore avec l'impérialisme français. (...) Pour nous, révolutionnaires, l'intervention dans les deux révolutions, comme dans tout Etat existant actuellement, doit être en accord avec la position de Trotsky : 'Nous ne sommes pas un parti gouvernemental, nous sommes le parti de l'opposition irréconciliable' (*Défense du Marxisme*). Et ceci ne cessera de s'appliquer que par rapport à un gouvernement authentiquement basé sur la démocratie ouvrière.

"15. L'expérience depuis la deuxième guerre mondiale a démontré que la guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'à un régime bureaucratique anti-prolétarien. La création de tels régimes s'est réalisée dans les conditions de l'impérialisme pourrisse, de la démoralisation et de la désertion occasionnées par les trahisons stalinien et par l'absence d'une direction marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière. La révolution coloniale ne peut avoir une signification révolutionnaire progressiste sans équivoque que sous la direction du prolétariat révolutionnaire. Introduire un révisionnisme stratégique au sujet de la direction prolétarienne de la révolution est pour des trotskystes une profonde négation du marxisme-léninisme, quels que soient les vœux pieux exprimés en même temps en faveur de 'la construction des partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux'. Les marxistes doivent s'opposer résolument à toute acceptation du chemin paysan-guérilla du pouvoir, historiquement apparenté au programme tactique des socialistes-révolutionnaires que combattit Lénine. Ce chemin aboutit à la liquidation des buts socialistes du mouvement ; et il relève du suicide pour les aventuriers qui le suivent."

— *Spartacist* n° 8, édition française, février 1975

Ceci est un programme pour combattre le pablisme

Suite page 10

Vous voulez la vérité sur Moreno ?

41 pages de documents qui révèlent son passé politique

MORENO TRUTH KIT

Prix: 3F

Spartacist Publishing Co
Box 1377 GPO, New York, NY 10001, USA



Salut à l'Armée rouge...

Suite de la page 12

enrôler le monde musulman dans sa croisade, et en particulier la théocratie perse de l'ayatollah Khomeiny, a terminé son allocution télévisée non par son habituel appel au "monde libre" mais par une dénonciation de la tentative "par un puissant gouvernement athée d'assujettir un peuple musulman indépendant" (New York Times, 5 janvier).

Le message de Brzezinski fut le même : dans une émission télévisée le 30 décembre, il déclarait : "Je pense que tout iranien raisonnable, même le plus anti-américain, devrait se demander ce que les événements de Kaboul augmentent pour Téhéran". Mais ces appels du pied sont restés sans écho. Ironie du sort, c'est justement la tentative de Brzezinski de recruter le premier ministre de Khomeiny, Bazargan, qui avait provoqué l'occupation de l'ambassade et coupé court aux projets des Etats-Unis. Avec Carter qui protège le chah et qui brandit la menace militaire contre l'Iran, les appels de Washington au régime de Khomeiny pour former un front commun contre "le communisme sans dieu" ont peu de chances d'être entendus.

Les accords SALT mis au renart

Carter, à la différence du fanatique polonais Brzezinski (et du nouveau pape), est un politicien bourgeois cynique au sens le plus étroit : tout en servant sa classe, il essaye de dire « sans faire trop de gaffes » ce qui, pense-t-il, le fera réécrire. Le mois dernier il faisait sa campagne électorale sur le dos de l'ayatollah et son présumé allié Edward Kennedy, et pour le dieu chrétien. Ce mois-ci, il se présente contre Brejnev, et pour dieu tout court. Il y a pas mal de monde qui va commencer à penser, surtout après son interview — profession de foi dans *Playboy*, qu'il abuse un peu trop de la carte religieuse.

Le gouvernement américain cherche à profiter du climat passager "d'unité nationale" provoqué par la prise d'otages à Téhéran pour augmenter massivement la machine de guerre US. L'impérialisme américain a exigé de ses alliés de l'OTAN, y compris l'Allemagne de l'Ouest, qu'ils acceptent dans l'Europe de l'Ouest le déploiement de 572 missiles nucléaires pointés sur l'URSS. Carter a fait un " compromis " avec les "faucons" du congrès : en plus des 20 millions de dollars prévus en compensation de l'inflation, il a accordé 1,5% de mieux dans le budget du Pentagone quand ils en demandaient 5 !

On a toujours fait passer les escalades dans l'armement américain comme un moyen de calmer les adversaires des accords SALT. Mais, en clair, SALT signifie : des milliards pour des nouveaux missiles nucléaires, des bombardiers, des navires etc. et on ne fabrique pas ces armes pour libérer les otages retenus par les "étudiants" islamiques qui scandent "Carter est un chien". Ces armes sont tournées contre l'URSS. Avec l'opération militaire soviétique en Afghanistan tout le bavardage sur la "détente", SALT, etc. au moyen duquel les impérialistes cherchent à négocier le désarmement de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, a été mis au renart.

Bien sûr, cette mascarade diplomatique contre-révolutionnaire n'aurait pas été si loin s'il n'y avait eu les illusions pacifistes de la bureaucratie du Kremlin dans la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme. Mais de même que l'intransigeance maladroite d'un employeur force parfois les bureaucraties syndicaux les plus conservateurs à appeler à la grève,

les leaders septuagénaires du Kremlin en ont eu assez et ont fait ce qu'il y avait à faire. Reconnaissant que l'Afghanistan (comme les commentateurs américains le reconnaissent d'ailleurs depuis longtemps) n'a aucune importance stratégique pour les Etats-Unis, les Soviétiques en ont profité pour soutenir les nationalistes de gauche (et laïcs) de Kaboul et, par la même occasion, étendre de plusieurs centaines de kilomètres leur périmètre de défense sur le flanc oriental de l'Iran. Quant aux accords SALT, ils étaient manifestement à l'eau et seul un Carter impuissant et frustré pouvait penser que les "retirer" du bureau du Sénat pouvait être une "mise en garde" pour Moscou.

L'Afghanistan et l'Union soviétique

L'impérialisme US a essayé de dépeindre l'opération militaire soviétique en Afghanistan comme une réplique de l'invasion de la Hongrie en 1956 ou de la Tchécoslovaquie en 1968. En Hongrie, le Kremlin avait écrasé une révolution politique de la classe ouvrière. En Tchécoslovaquie, il a verrouillé l'état bureaucratique et stérilisé un ferment potentiellement révolutionnaire. Aucune des deux invasions n'était dans l'intérêt de la classe ouvrière internationale ou en défense des conquêtes d'Octobre. Pour l'Afghanistan, c'est entièrement différent.

Commandées par une bureaucratie parasitaire qui a usurpé le pouvoir politique des ouvriers soviétiques, bien des vies de soldats de l'Armée rouge ont souvent été sacrifiées dans des buts contre-révolutionnaires : de la guerre de frontière sino-soviétique au soutien au Derg bonapartiste sanguinaire qui se livre au génocide en Ethiopie. Mais l'Armée rouge en Afghanistan, le soutien des Russes à l'héroïque peuple vietnamien, et le soutien soviétique à l'aide des Cubains en Angola,



Manifestation de la SL/B devant l'ambassade US à Londres : "Pour l'Armée rouge - Contre la réaction islamique"

la, contre l'invasion par l'Afrique du Sud à l'instigation des USA en 1975-76, sont trois cas où, depuis la deuxième guerre mondiale, l'action militaire de l'URSS a clairement aidé à la libération des opprimés et à la défense de l'Etat soviétique contre l'impérialisme.

L'Afghanistan et l'URSS ont en commun une frontière de 1.600 kilomètres. Comme la plupart des contrées arriérées, l'Afghanistan est une mosquée de peuples dont aucun n'a été capable de consolider une nation moderne et dont la plupart chevauchent la frontière soit de l'URSS, soit d'autres pays. Pour une population estimée à 17 millions d'habitants, il y a 250.000 mullahs, ce qui représente un poids considérable pour le maigre surplus social de ce pays déshérité. Les 70% de la population sont agricoles mais les 2/5 des paysans sont sans terre. Bien que 15% des habitants soient urbanisés, il n'y a que deux usines pour tout le pays.

Le poids énorme de la caste cléricale islamique a ses racines, en Afghanistan comme en Iran, dans les institutions sociales barbares qui sont elles-mêmes conditionnées par une arriération économique extrême. Les marxistes expliquent que le progrès social se mesure par la position de la femme dans la société et la vraie origine de l'opposition des mullahs afghans fut la tentative de la part du gouvernement de Kaboul de restreindre (même pas de supprimer) la dot. Pendant des siècles, les femmes ont été vendues comme des esclaves domestiques. Pour la plupart des hommes, le prix d'une femme représentait les économies de toute une vie ou un endettement à vie auprès d'usuriers qui exigeaient des intérêts exorbitants et qui remettaient une commission aux mullahs sous forme de donation. Pour les hommes pauvres, pas d'argent, pas de sexe — en tous cas, pas avec des femmes. Aujourd'hui, le clergé dit aux jeunes villageois d'acheter un fusil et d'aller combattre le gouvernement des "infidèles" ; s'ils ne peuvent se payer à la fois une femme et un fusil, tant pis.

Il est évident que dans le seul cadre de l'Afghanistan il n'y a pas de solution à l'oppression nationale et sociale. Ces questions sont liées historiquement comme socialement au destin de la Révolution russe. L'extension de la Révolution d'Octobre en Afghanistan fut empêchée en 1921 par la présence de l'impérialisme britannique en Inde. Il suffit de voir de quels acquis bénéficient les femmes de l'Orient soviétique pour voir ce que la libération prolétarienne peut signifier pour ces régions pré-capitalistes. La Révolution d'Octobre a proclamé l'égalité totale des femmes, et des cadres bolcheviks, dans des régions asiatiques où les mullahs faisaient la loi, luttaient souvent au prix de leur vie pour arracher les femmes à leur réclusion forcée. Et même si ce travail souffrit de la contre-révolution politique stalinienne, les femmes des régions musulmanes de l'URSS bénéficient d'enormément plus d'acquis sociaux et de réelle égalité que dans n'importe quel autre pays musulman bourgeois.

Bien que la bureaucratie stalinienne soit imprégnée de chauvinisme grand-russe, son attitude est conditionnée par le fait que les Russes sont une ethnie minoritaire dans l'Etat soviétique, même s'ils sont une minorité prédominante. Pour intégrer les peuples d'origines nationales et ethniques diverses qui constituent l'Union soviétique, la bureaucratie a dû préserver un héritage démocratique national. En revanche, la bureaucratie chinoise peut se permettre — et elle ne s'en prive pas — une politique d'assimilation nationale totale. C'est dans les pays où l'URSS et la Chine ont une frontière commune que le contraste est le plus évident. Par exemple, les Mongols de Mongolie extérieure (satellite soviétique) sont loin de subir une oppression nationale aussi grande que celle des Mongols vivant en Mongolie intérieure en Chine avant l'abolition du semblant d'autonomie régionale dont elle bénéficiait jusqu'à la "Révolution culturelle". De plus quelques 200.000 personnes parlant turc, et venant du Sinkiang se sont réfugiées en URSS depuis 1961 cherchant à échapper au chauvinisme Han.

Le régime soviétique est particulièrement sensible en ce qui concerne ces régions musulmanes où il a souvent fait de grands efforts pour accorder une autonomie locale et nationale afin de se garder la loyauté des peuples rattachés au reste de l'Asie centrale. Les peuples musulmans représentent 50 millions de personnes en Union soviétique et dominent six des seize Républiques d'URSS. Il faut noter que la plupart des soldats de l'armée soviétique en Afghanistan sont recrutés parmi les Ouzbeks et les Tadjiks. Et si "l'Afghanistan farouchement indépendant" est sur le point de souffrir d'une oppression nationale si épouvantable aux mains des Soviétiques, pourquoi alors Moscou peut-il utiliser sans crainte des troupes d'origine musulmane ? C'est évidemment parce qu'ils savent que leur sort est meilleur qu'il ne le serait sous les mullahs afghans ou sous Khomeiny. On dit aussi qu'une des raisons pour lesquelles l'armée soviétique a déployé des forces importantes en Afghanistan sera que le Kremlin pense que le régime de Kaboul était beaucoup trop brutal et insensible aux problèmes posés par l'application des réformes et la consolidation d'une autorité gouvernementale centralisée dans un pays arriéré où les peuples sont si diversifiés et qu'il alimentait ainsi l'insurrection islamique réactionnaire.

« Un pauvre petit Afghanistan indépendant » ?

Quand Pékin commet le crime de soutenir les réactionnaires afghans, il faut bien s'attendre à ce que ses loyaux partisans le suivent. S'ils ont marché avec les nationalistes d'Angola soutenus par la CIA, l'Afrique du Sud et les Chinois, acclamer ces réactionnaires féodaux devrait être facile pour eux. Et évidemment, le numéro du 19-21 janvier du *Quotidien du Peuple*, journal du Parti communiste marxiste-léniniste et du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, appelle à un meeting "contre l'agression de l'URSS en Afghanistan" et de manifester avec indignation pourquoi les journalistes américains ont été expulsés du pays. Si ces agents de publicité pour les mullahs veulent vraiment appliquer la ligne de Pékin, ils devraient envisager de former une brigade internationale pour aller en Afghanistan combattre aux côtés des réactionnaires islamiques. Carter leur paierait peut-être même le voyage. Mais ils n'auraient probablement besoin que d'un aller simple car si l'armée soviétique ne leur donne pas ce qu'ils méritent, les bandes tribales fanatiquement anticomunistes feront le travail. Souvenez-vous des 30 touristes russes massacrés par une bande de moujahidines (combattants de la Guerre sainte) et du massacre de 25 officiers soviétiques lors d'une mutinerie en février dernier (certains furent écorchés vifs, d'autres castrés et écartelés). Ce qui est plus incroyable c'est qu'un groupe soi-disant trotskyste ait choisi la même ligne que Brzezinski, le pape Wojtyla et la bureaucratie de Pékin et ce n'est pas, comme on pourrait s'y attendre, les misérables réformistes du SWP américain qui considèrent toute attaque contre la théocratie autocratique et fanatique de Khomeiny comme "raciste" et "pro-impérialiste".

LE BOLCHEVIK

Ligue trotskyste de France Pour tout contact :

PARIS

Le Bolchévik
B.P. 421 09
Paris cédex 09
Tél. 208.01.49

ROUEN

Michel Langbour
56, rue du Mal Galliéni
76500 Rouen
Tél. (35) 77.08.13

Non, c'est l'International Marxist Group britannique (IMG) qui la semaine dernière a publié en grand titre de dernière page de son journal, *Socialist Challenge* (3 janvier) le mot d'ordre "troupes soviétiques hors d'Afghanistan !". L'auteur en est le dirigeant de l'IMG, Tariq Ali, un des principaux porte-parole pakistanais du bloc pourri international de pseudotrotskystes qui s'appelle le "Secrétariat unifié" (SU).

D'après Tariq Ali :

"La décision de l'Union soviétique d'envoyer des troupes pour destituer Hafizullah Amin, secrétaire général du Parti démocratique du peuple d'Afghanistan, de le remplacer par Babrak Karmal et d'occuper une partie du pays doit être condamnée en tous points. Cela démontre un mépris des droits du peuple d'Afghanistan à déterminer son propre avenir. Cela piéte les droits du PDPA, tout limités qu'ils étaient, à choisir ses propres dirigeants et cela va aider les forces les plus réactionnaires et les plus arriérées en Afghanistan."

Tariq Ali oublie que tous les dirigeants du PDPA, y compris Amin, ont demandé de l'aide militaire aux soviétiques. Les nationalistes avaient essayé de consolider leur pouvoir avec une armée et un corps d'officiers qui avaient été constitués sous la dictature de Daoud et la monarchie. Comme son équipement et sa formation venaient d'Union soviétique, l'armée (relativement au reste de la société afghane) avait connu une certaine radicalisation et n'était pas sans avoir un penchant pro-soviétique. Cela facilita la "révolution" presque sans effusion de sang dirigée par le PDPA en avril 1978, qui fut soutenu par l'armée afghane. Mais lorsque le régime nationaliste du PDPA à Kaboul commença à s'enliser dans les combats contre une insurrection tribale prolongée, l'armée commença à se désintégrer et des forces importantes passèrent du côté des insurgés islamiques en emmenant avec elles leurs armes soviétiques.

A la différence du Parlement britannique qui semble être le modèle de référence de Tariq Ali, dans certains pays la politique est plus directe. Les régimes sont faits ou défaits par celui qui arrive au palais présidentiel avec le plus de tanks ou même, à un niveau encore plus élémentaire, par celui qui tire le premier. Ce fut le cas du président de Corée du Sud aujourd'hui trépassé. Le colonel Mengistu d'Ethiopie que le SWP, les camarades américains de Tariq Ali, considère comme un héros, fut "élu" parce qu'il fut celui qui enjamba les cadavres pour se frayer un chemin jusqu'au palais du Derg. De même, Amin devint président en assassinant son prédécesseur, Nur Mohammad Taraki, dirigeant de la "révolution d'Avril [1978]" et dirigeant communiste historique de son peuple (comme Tito, Ho Chi Minh ou Sen Katayama). Si c'est une façon pour le PDPA d'exercer son droit de choisir ses dirigeants, c'est effectivement très "limité". Aujourd'hui Karmal est installé au pouvoir par les forces soviétiques qui avaient auparavant soutenu Amin et Taraki.

La ligne de Tariq Ali sur l'Afghanistan allait apparemment un peu trop loin pour le reste de la direction de l'IMG et ils ont donc tourné casaque, dans le numéro de *Socialist Challenge* du 17 janvier, sur l'appel au retrait des troupes soviétiques. Dans un article intitulé "Notre attitude envers la crise en Afghanistan", ils écrivent "(...) dans la situation actuelle un appel pour le retrait immédiat des troupes serait équivalent à être en faveur des forces de droite et de la disparition de tous les gains des ouvriers et paysans afghans dans les dernières décennies. L'impérialisme est l'ennemi principal." Rouge, journal de la LCR, déclarait la même semaine : "La confusion est à son comble dans le mouvement ouvrier européen". Cela décrit au moins avec justesse l'état d'esprit qui règne dans les comités de rédaction et comités centraux des organisations publiques européennes !

Le dilemme particulier à la LCR s'accroît parce que la direction de la CGT est divisée sur la question et que les vieux amis de la LCR parmi les eurocommunistes et les dissidents russes sont horrifiés par l'intervention de l'Armée rouge, alors que d'un autre côté Marchais — avec une majorité solide et écrasante du PCF derrière lui — confirme son soutien net à la politique soviétique. Que reste-t-il à faire pour un survivant invétéré ? La "solution" publique est d'éviter l'obstacle, condamnant résolument l'intervention mais sans aller jusqu'à soutenir les mullahs et en rejetant l'appel au retrait de "troupes soviétiques. Et ainsi l'ont voit Krivine par "choisir son camp", qu'il n'est pas question de "hurler avec les loups" alors que dans le même temps, le bureau politique de la LCR participe à la manifestation ouverte anti-communiste du 23 janvier devant l'ambassade de l'Union soviétique ; manifestation dans laquelle on pouvait entendre des slogans tels que "Boycott des Jeux de Moscou !", "KGB-Gestapo !", "Moscou 80-Berlin 36 !", "Marchais, collabo !".

Défense de l'Union soviétique

Du point de vue militaire, il est difficile de dire si l'intervention soviétique est sage ou non, mais sans conteste il est juste de s'opposer aux réactionnaires islamiques soutenus par l'impérialisme. Il ne doit y

avoir aucun doute que le camp de nous autres, révolutionnaires, dans ce conflit est celui de l'Armée rouge. En fait, bien que cela ne soit certainement pas nécessaire militairement, la réaction naturelle de jeunes militants de gauche dans le monde devrait être un désir enthousiaste de rejoindre une brigade internationale pour lutter contre les mullahs liés à la CIA en Afghanistan. Pourtant la plupart des gauchistes ne comprennent pas cela, tout comme ils ne comprennent pas que les ouvriers commencent à traiter d'ayatollah les chefs particulièrement pénibles — et ceci parce qu'ils soutiennent un mouvement correspondant à la "révolution islamique" de Khomeiny.

La réaction de l'IMG et de la LCR devant l'Armée rouge en Afghanistan rappelle celle de l'opposition petite-bourgeoise de Burnham-Shachtman dans le SWP américain trotskyste à la veille de la deuxième guerre mondiale lorsqu'ils dénoncèrent l'invasion, par les soviétiques, de la Finlande du baron von Manneheim après le pacte Hitler-Staline. Ces "trotskystes" qui versent aujourd'hui des larmes de crocodile sur le "pauvre petit Afghanistan indépendant"

totale. Seul le renversement des puissances impérialistes par leurs classes ouvrières peut jeter les fondements d'un ordre socialiste mondial qui pourra délivrer les régions arriérées et très opprimées comme l'Afghanistan de leur pauvreté, leur isolement et leur obscurantisme en établissant une véritable égalité sociale de tous les peuples. Mais la libération des masses afghanes a commencé !

D'après *Workers Vanguard* n°347

L'OCI ...

Suite de la page 12

leur apparaissant comme le garant de leur exploitation, de leur oppression, de leur misère."

— *Informations ouvrières* n° 932, 19-26 janvier

La presse lambertiste publie régulièrement des articles qui, dans le vieux style des francs-maçons du Parti radical, déplorent l'influence incontestablement pérnicieuse de l'Eglise catholique sur le système d'enseignement en France. Mais apparemment, tant que l'obscurantisme religieux ne sévit pas dans la France "civilisée", ce n'est qu'une expression neutre de l'affirmation nationale". Pour l'OCI, l'enseignement laïque est bon pour les enfants français et l'avortement libre bon pour les femmes blanches européennes mais, en Afghanistan, vive l'analphabétisme des enfants et le tchador pour les femmes !

Dans l'optique de l'OCI, avant l'intervention soviétique, le mouvement de masse combattait le colonialisme et l'impérialisme ; l'intervention en elle-même ne pouvait que "d'éviter les masses engagées dans la lutte contre l'impérialisme", et était "contre-révolutionnaire dans ses méthodes et son contenu". Il ne peut donc y avoir de doute sur qui elle soutient, l'OCI présente favorablement la possibilité d'une extension imminente de la révolution réactionnaire islamique en Union soviétique elle-même, alors qu'un tel mouvement serait nécessairement un véhicule pour la restauration capitaliste.

La prétention de l'OCI au trotskysme est devenue si grotesque que les écrits de Trotsky sur la défense de l'Union soviétique ne sont cités que pour nier que la situation en Afghanistan soulève la nécessité de défendre les gains de la Révolution d'Octobre : "Elle [l'intervention de l'Armée rouge] ne représente pas, sous quelque forme que ce soit, une mesure qui relèverait de la défense de l'URSS contre une agression impérialiste" (*ibid.*). Qu'on ne s'y trompe pas, l'OCI est aux côtés des mullahs et de la CIA contre l'Armée rouge.

Mais de la part de l'OCI et de la direction de la LCI, qui ont soutenu l'assaut du Parti socialiste, financé par la CIA, au Portugal, pendant l'été 1975, contre les commissions ouvrières dirigées par le Parti communiste, nous n'espérons pas grand chose de mieux. Quoi qu'il en soit, l'article d'*Informations ouvrières* n° 932 est signé par le "Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVe Internationale". Il y a sans aucun doute beaucoup de militants de la LCI qui ont été surpris d'apprendre que "leur" ligne sur l'Afghanistan est celle de Carter et Brezhnev. Y a-t-il eu une discussion formelle et un vote dans la LCI avant que le "Comité paritaire" n'endossé la ligne de l'OCI ? En Italie, la LSR moroniste, comme pour son accommodation aux eurocommunistes italiens, qui a même partagé la tribune avec la jeunesse du PC lors d'un meeting sur le Nicaragua, fait aujourd'hui écho aux appels du PCI : "Troupes soviétiques hors d'Afghanistan", affirmant que des révoltes dirigées par les mullahs en Union soviétique pourraient mener à la révolution politique ! (*Avant-projet Proletaria* n° 28, 12 janvier). Dans *Trèboue* n° 4, l'article de la LCI sur l'Afghanistan essaie maladroitement de se faire l'écho du programme de l'OCI bien qu'éliminant les expressions les plus striées de la stalinophobie lambertiste et, dans l'article d'accompagnement "A propos du boycott des Jeux olympiques", prend une position principielle sur la campagne anti-soviétique de boycott des Jeux olympiques, position qui est cependant en nette contradiction avec la position de la LCI sur l'Afghanistan. Mais, camarades, il n'y a pas de compromis avec une ligne qui voit la CIA comme un moindre mal par rapport à l'Armée rouge !

Les militants qui ont rejoint la LCI parce qu'ils ne voulaient pas liquider la perspective de construction d'un parti révolutionnaire au Nicaragua sont-ils prêts à partir pour la Passe de Khyber rejoindre la lutte pour expulser l'Armée rouge et porter au pouvoir les fanatiques musulmans ? Est-ce ce qu'ils voulaient quand ils ont opté pour la LCI contre à la fois la LCR et l'OCI — se retrouver au coude à coude avec la CIA ? Nous ne le pensons pas. Les menottes lambertistes que Nemo voudrait passer à la LCI ne sont plus affaire de spéulation et les militants de la LCI doivent réaliser que ceci est un moment crucial de l'évolution de la LCI — accepter la position de l'OCI sur l'Afghanistan sans bataille et c'est faire un pas vers l'autre côté des barricades. ■



Affiche des Jeux olympiques de Moscou à Kaboul. Les trotskystes disent : A bas le boycott de Carter !

continueront-ils à prétendre être pour la défense de l'URSS contre les attaques impérialistes ou la contre-révolution interne alors que l'IMG se dirige droit vers les "capitalistes d'Etat" du SWP britannique de Tony Cliff, et que la LCR croit voir une ouverture favorable dans les "eurocommunistes" qui contestent Marchais de la droite ? Ils préparent certainement minutieusement le chemin, l'IMG se souvient probablement que la rupture définitive de Cliff avec le trotskysme se produisait lorsqu'il s'opposa à l'invasion par les staliniens de la "pauvre petite Corée du Sud".

Dans "La lutte pour le parti prolétarien" (Struggle for a Proletarian Party — 1940), recueil d'écrits de J.P. Cannon contre l'opposition de Shachtman, le dirigeant trotskyste américain faisait la remarque cinglante : "A longue d'années, dans des articles, documents, thèses, discours innumérables, les dirigeants de l'opposition ont promis et même menacé de défendre l'Union soviétique — 'A l'heure du danger nous serons à nos postes' ! — mais quand l'heure a approché, quand l'Union soviétique commença presque à avoir besoin de cette défense, ils trahirent leur promesse."

En donnant un soutien militaire inconditionnel à l'armée soviétique et aux forces du PDP afghan, nous n'accordons en aucune manière de confiance politique à la bureaucratie du Kremlin ou aux nationalistes de gauche de Kaboul. Bien que les staliniens du Kremlin semblent actuellement vouloir maintenir le régime du PDP et qu'ils veuillent ralentir le rythme des réformes bureaucratiques et la modernisation plutôt qu'autre chose, la présence prolongée des troupes soviétiques ouvre des possibilités plus grandes. A propos de la question nationale et coloniale, Lénine prédisait au deuxième congrès de l'Internationale communiste en 1920, que "(...) Avec l'aide du prolétariat des pays avancés, les pays arriérés pourraient parvenir au système soviétique et, en passant par certaines étapes du développement, au communisme, sans avoir à passer par l'étape capitaliste". *Estando les acquis sociaux de la Révolution d'Octobre aux peuples d'Afghanistan !*

Réaliser cela aujourd'hui produirait au pire un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Seule la révolution politique prolétarienne en URSS peut véritablement restaurer l'Armée rouge et l'Etat soviétique dans leur mission internationale et révolutionnaire. Et seuls des partis trotskystes armés du programme de la révolution permanente peuvent conduire les masses coloniales vers leur émancipation

qui fournit une ligne directrice réelle en armant les communistes dans le test du Nicaragua. Et il ne date pas d'hier.

Reformer la Quatrième Internationale

Les trotskystes potentiels dans et autour du Secrétariat unifié sont maintenant devant des choix difficiles. S'ils restent dans le SU, ils doivent clairement se préparer à endurer, soutenir et propager des trahisons futures du type de celle du Nicaragua, ou pires — y compris la dénonciation de leurs propres camarades. S'ils soutiennent Barnes, ils ont besoin d'avoir l'estomac solide pour digérer la "neutralité" pro-impérialiste du SWP pendant l'invasion sud-africaine de l'Angola. S'ils soutiennent Mandel, ils pourraient bien, comme l'IMG britannique, rejoindre en fin de compte Carter en soutenant les réactionnaires musulmans contre les troupes soviétiques en Afghanistan. Et qu'ils soient partisans de Mandel ou du SWP, ils vont se retrouver à crier "Allah akbar" et à sauver le "progressiste" qu'est Khomeiny en Iran alors que les bourreaux de l'ayatollah vont écraser les Kurdes, les Arabes, les ouvriers du pétrole et les femmes (et bien sûr menacer d'exécution leurs propres camarades). C'est le prix habituel du pabilisme.

Et ceux qui ont tourné le dos au SU pour suivre le Comité paritaire ? Moreno, c'est vrai, a l'air plutôt gauche en Europe aujourd'hui — dur contre l'eurocommunisme, pour un "parti trotskyste" au Nicaragua, "combattre le pabilisme" — et sans aucun doute, sa Fraction bolchévique a attiré de véritables militants gauches dégoûtés par les états de service du SU en matière de trahison. Mais Moreno est par-dessus tout un charlatan. Réformiste en Argentine, il apparaît maintenant en centriste. De Moreno le péröniste, le castriste, le maoïste, le social-démocrate, nous en arrivons au Moreno guérillero héroïque et intrépide combattant du pabilisme ! Mais offre-lui un poste de cabinet et il retournera sa veste encore une fois. Il critique Mandel, Pablo et Lora sur la Bolivie, mais Moreno soutient Pérön contre les guérillistes de gauche. A Panama, où des milliers d'étudiants de gauche ont manifesté contre le dictateur Torrijos (un ami de Fidel Castro, mais aussi de la Chase Manhattan Bank) dont les troupes ont tabassé les membres de la Brigade, les morénistes appellent à soutenir sa prétendue lutte "progressiste" contre l'impérialisme. Et bien sûr, il y a les scandales financiers — par exemple, qu'est-il advenu de l'argent destiné à l'organisation paysanne d'Hugo Blanco au Pérou ?

Moreno, qui critique Mandel pour soutenir les eurocommunistes, est maintenant aligné sur l'OCI qui se place politiquement quelque part à la droite de Willy Brandt. Rejoignez Lambert et il faudra bien que vous aimiez être des hommes de paille idéologiques de la CIA. En France, les lambertistes ont voté pour Mitterrand le candidat du front populaire à la présidence. Au Portugal, ils ont soutenu le PS de Mario Soares quand il recevait de l'argent de la CIA et était associé avec les fascistes pour brûler les locaux du PC. En Allemagne, ils appellent à une "Assemblée constituante nationale" et à une "réunification inconditionnelle" — c'est-à-dire à la liquidation des gains sociaux-économiques de l'Allemagne de l'Est par une réunification capitaliste. L'OCI est tellement staliniophobe que pour elle l'"eurocommunisme" était un complot trahi à Moscou ; le caractère de classe de la bureaucratie du Kremlin est simplement défini comme "bourgeois", même si elle repose sur les formes de propriété établies par la Révolution d'Octobre ; et au niveau international, l'URSS est supposée être dans une "sainte alliance contractée par la bureaucratie avec l'impérialisme" qui ne peut être rompue et qui a été établie à Potsdam et Yalta et n'a pas été affectée par des vicissitudes telles que la guerre froide.

Le caractère imprincipe du Comité paritaire est donné par son nom même. Voilà ce que Trotsky avait à dire à propos de telles combinaisons diplomatiques : "L'idée de 'parité des formations', c'est-à-dire des tendances, est de manière inhérente absurde et incor-

recte. Les tendances ne sont pas égales en nombre : mais ce qui est plus important est la valeur idéologique et politique différente des tendances. Il y a des bonnes et des mauvaises tendances, des progressistes et des réactionnaires. Des aventuriers, qui considèrent que rien n'est sacré, peuvent bien s'accorder de toutes les tendances possibles. Mais des marxistes doivent combattre sans pitié les tendances non principales et ne pas faire d'alliances avec elles sur une base d'égalité. Le caractère paritaire de tendances signifie le caractère paritaire du marxisme, centralisme, aventurisme, etc."

— Léon Trotsky, *The Crisis in the French Section*

Dans la version contemporaine Lambert-Moreno, les partenaires du bloc ne peuvent même pas tomber d'accord sur un nom exprimant un but commun. Les différences entre "reconstruction" (OCI), "ré-organisation" (FB) et "réunification" (LCI) de la Quatrième Internationale ne sont pas immédiatement évidentes. Mais il est clair que ces trois formulations sont destinées à laisser la porte ouverte à des manœuvres avec des éléments de la direction du SU. Il est tout aussi évident que leur position s'oppose nettement avec la perspective exprimée par le mot d'ordre de la TSI "Pour la renaissance de la Quatrième Internationale". Comme nous l'écrivions dans notre "Lettre au Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale et à l'OCI" :

"Notre slogan implique qu'il faut traverser un processus fondamental, qu'il n'est pas possible de replâtrer simplement les morceaux existants, avec peut-être des coups de hache par-ci par-là pour retaper l'édifice."

— *Spartacist* n° 3-4, édition française

Il y a aussi la "conférence ouverte" annoncée par le Comité paritaire comme lieu de débat des questions fondamentales auxquelles sont confrontés les pseudo-trotskystes. Un certain nombre d'organisations centristes européennes à la gauche du SU vont s'y agripper comme un noyé s'agrippe à son sauveur. Incapables d'élaborer entre eux un programme cohérent sur des questions élémentaires telles que les fronts populaires, la nature de classe du Cuba de Castro, le pabilisme et la Quatrième Internationale, certains espèrent que le *comitato* argentin peut d'une manière bonapartiste toutes les réunir avant qu'ils ne s'enlissent pour la dernière fois dans le marais pseudo-trotskyste. Mais depuis, la conférence semble apparemment moins ouverte. A la mi-novembre, l'OCI a restreint l'assistance à ceux "qui peuvent prétendre à juste titre se placer sur le terrain de la continuité de la Quatrième Internationale". Ceci inclut explicitement le SU ("Le Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale est invité à participer (...)") et nous laissons à nos lecteurs le soin de trouver qui peut bien en être exclu "à juste titre" par l'OCI.

Les lambertistes en ont déjà donné une indication, avec leurs moyens d'expression habituels. Le 13 novembre 1979, un groupe du service d'ordre de l'OCI a physiquement attaqué à Paris, devant la Mutualité, un groupe de vendeurs de la Ligue trotskiste de France, section sympathique de la TSI (voir "Gangstérisme et calomnies ou comment les lambertistes répondent aux trotskystes", *Le Bolchévique* n° 14, décembre 1979). Peu après, un dirigeant de la LCI, Nemo, signalait particulièrement des "sectes qui, comme les spartacistes, (...) ne font qu'entretenir, au seul bénéfice des appareils bureaucratiques, la division dans notre mouvement" (10 n° 924, 17-24 novembre 1979). Et dans le second numéro de *Tribune Ouvrière* (24 novembre 1979), la LCI défend le SWP contre les "provocateurs spartacistes qui caractérisent le SWP comme réformiste". En "justification" de leurs calomnies et gangstérisme, les lambertistes laissaient entendre dernièrement que la tendance spartaciste est à l'extrême du mouvement ouvrier.

Quelles sont les personnes ayant autorité pour décider, George Meany et Zbigniew Brzezinski ? Voilà les gens qui inspirent la ligne de l'OCI. Mais si la TSI doit être chassée comme "provocateurs", quels agents sommes-nous supposés être ? Ceux du Kremlin disent les lambertistes, insistant sur notre position sur l'invasion chinoise du Vietnam, sur le soutien aux troupes cubaines en Angola contre l'Afrique du Sud, et sur notre refus de faire cause commune avec Jimmy Carter au nom des dissidents soviétiques. Ceux de l'impérialisme américain dit le SWP, parce que nous refusons de soutenir Khomeiny en Iran et que nous défendons le droit d'auto-détermination de la Somalie contre l'Ethiopie soutenue par l'Union soviétique et Cuba. Drôle ! Ils ne peuvent se mettre d'accord. Caractériser d'agents des militants sur la base de leurs positions politiques porte le sceau du stalinisme, mais est en fait commun à tous les réformistes — c'est leur moyen favori d'essayer de se débarrasser des révolutionnaires. Ainsi les mencheviks russes reprirent la calomnie tsariste que Lénine était un agent de l'Allemagne, et les chiens policiers de la social-démocratie allemande déclarèrent que Luxembourg et Liebknecht étaient des agents russes.

La LCI prétend que nous déclarons être la Quatrième Internationale. Au contraire, nous avons an-

noncé franchement que la TSI est une tendance se battant pour refonder le parti mondial du socialisme révolutionnaire. En tant que partie importante de notre lutte pour construire des groupes de propagande et de combat, nous avons utilisé la tactique du regroupement révolutionnaire par un processus de scissions et de fusions avec des forces rompant avec le révisionnisme et cherchant la voie du trotskysme authentique. Dans la période qui suivit l'agitation révolutionnaire au Portugal en 1974-76, la tendance spartaciste internationale a rédigé, comme base principielle pour de tels regroupements, une déclaration des trotskystes exclus ou chassés du SU (voir *IV* n° 143, 4 février 1977). Centrés sur la lutte contre le front populaire, pour un parti léniniste et pour le pouvoir des soviets au Portugal, ces neuf points comprennent :

- Pas de soutien politique ou électoral aux fronts populaires ; pour l'opposition conditionnelle aux partis ouvriers dans des coalitions de collaboration de classe ouvertes ou implicites ;
- Maintien de la théorie trotskyste de la révolution permanente ; pour une direction prolétarienne des luttes nationales/sociales ;
- Pour le soutien militaire aux forces nationalistes petites-bourgeoises combattant l'impérialisme mais absolument aucun soutien politique à de telles forces ; pour des partis trotskystes dans chaque pays ;
- Pour la défense inconditionnelle de tous les Etats ouvriers dégénérés et déformés contre l'impérialisme ; pour la révolution politique contre les bureaucraties ; pas de soutien politique à des cliques ou fractions staliniennes en compétition ;
- Contre la violence dans le mouvement ouvrier ;
- Pour des fractions communistes dans les syndicats, basées sur le Programme de Transition ;
- Pour la tactique communiste du front unique au sommet ; pour la tactique de regroupement pour réunir les militants subjectivement révolutionnaires dans le parti d'avant-garde ; pour démasquer de façon transparente le centrisme ;
- Rejet des prétentions des internationales pseudo-trotskystes à parler au nom de la Quatrième Internationale, détruite par le pabilisme en 1951-53 ;
- Refonder une Quatrième Internationale centralisée démocratiquement qui ne s'arrêtera qu'à la dictature du prolétariat.

Nous devons ajouter aujourd'hui que c'est ce programme qui a préparé la TSI pour la perspective révolutionnaire en Iran qu'elle a été la seule à mettre en avant, demandant "A bas le shah, A bas les mullahs" alors que pratiquement toute la gauche chantait les louanges de Khomeiny ; et qui de même nous a conduit à la revendication de victoire militaire des insurgés dirigés par le FSLN tout en n'appelant pas à un régime bonapartiste sandiniste (comme Moreno l'a fait et comme le fait maintenant le SWP) mais pour un gouvernement ouvrier et paysan et un parti trotskyste véritablement indépendant. Des événements tels que l'invasion chinoise du Vietnam ont démontré la capacité politique marxiste de la tendance spartaciste qui avait prédit dix ans auparavant l'actuel alignement impérialiste anti-soviétique avec le régime maoïste. Notre implantation industrielle modeste mais réelle nous a permis d'effectuer un travail communiste exemplaire dans les syndicats de même que la récente manifestation de 500 ouvriers noirs et de trotskystes à Detroit contre les provocations fascistes. Internationalement, la TSI a été capable de tenir l'année dernière son premier congrès qui a démontré la solidité politique et la combativité de notre tendance.

Non aux blocs pourris de trahison des pabilistes, non aux "internationales" personnelles des aventuriers. Achever la lutte annoncée par la "Lettre aux trotskystes du monde entier" de 1953 du SWP alors révolutionnaire : "Les lignes de clivage entre le révisionnisme de Pablo et le trotskysme orthodoxe sont si profondes qu'aucun compromis n'est possible politiquement ou organisationnellement". Pour la renaissance de la Quatrième Internationale !

Traduit de *Workers Vanguard* n° 247

Menaces impérialistes ...

Suite de la page 5

à Paris, la motion de censure au Parlement, tout tentait à faire revivre le climat qui dominait dans le mouvement ouvrier à l'époque de la guerre froide. ("Rouge" n° 899, 28 décembre au 3 janvier). Ainsi la LCR ne reconnaît qu'il y a une menace contre les Etats ouvriers dégénérés et déformés que pour arriver à la conclusion que... l'URSS doit désarmer ! "Pour être efficace, une telle politique d'internationalisme prolétarien devrait s'appuyer sur des initiatives concrètes de désarmement unilatéral (moratoire de la production des SS 20, par exemple) qui, sans affaiblir la capacité d'autodéfense des Etats ouvriers, prendraient à contre-pied les fauteurs de guerre de l'OTAN." Comme si l'intensification de l'armement contre Moscou était une partie d'échecs que l'URSS pourrait gagner par des tactiques subtiles de guerre psychologique ! L'ECR se déclare ainsi à droite des bourgeois utopistes du social-pacifiste de CEDOC.

Ligue Trotskyste de France

MEETINGS - DEBATS

Paris

LA POSITION TROTSKYSTE

SUR LE STALINISME

6 et 19 février

Pour informations, tél. : 208.01.19

Tours

POUR L'ARMEE ROUGE

CONTRE LA REACTION ISLAMIQUE

EN AFGHANISTAN

6 février à 15 h 30

France, qui fait signer des pétitions pour le désarmement unilatéral de la France !

Les staliniens du PCF luttent contre les missiles en Europe au nom d'un équilibre qui aurait été rompu par l'OTAN ; la LCR essaye de les surpasser à leur propre jeu en demandant à l'URSS de se désarmer *en premier*. Un équilibre, nous n'en voulons pas. Nous voulons un déséquilibre significatif en faveur de l'URSS.

Aussi apolitique que jamais, Lutte Ouvrière mérite pourtant qu'on lui consacre quelques mots, ne serait-ce que pour noter son raisonnement platement économiste : pour Lutte Ouvrière en effet, s'il y a menace militaire, ce n'est pas bien grave puisque la guerre est loin. La vraie raison de ce déploiement d'armes nucléaires c'est simplement le désir des usines d'armement américaines de faire un petit profit supplémentaire...

Quant à l'OCI, réputée pour sa stalinophobie viscérale, il n'est que logique qu'elle ait purement et simplement ignoré la question des missiles de l'OTAN. Qu'importe en effet ces armes de l'impérialisme pour des gens pour lesquels, depuis Yalta, tous les événements dans le monde s'encadrent dans un sombre et immuable complot entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne. Pour l'OCI le jour où Carter et Cie lanceront leurs missiles contre l'URSS, ce sera en plein accord avec la bureaucratie, pour mieux écraser le prolétariat russe !

Des militants étudiants de l'OCI "concrétiseraient" la ligne de leur organisation au cours d'une assemblée générale d'étudiants, la semaine dernière à Tolbiac. Contre des militants de l'UEC qui brisaient la grève des étudiants, ces jeunes lambertistes se mirent à hurler "A Moscou". Ce slogan, considéré à juste titre comme la propriété des fascistes par les militants d'extrême-gauche, est peut-être jugé "excessif" par la direction de l'OCI, mais ce n'est pas la faute de ces jeunes militants qui ne font que pousser la ligne de l'OCI à sa conclusion logique.

Seuls ceux qui sont capables de maintenir des positions déjà gagnées pourront en conquérir de nouvelles. Les révoltes politiques contre les bureaucraties stalinianes seront dirigées par des cadres qui ont compris que la défense des acquis historiques du prolétariat est indispensable pour avancer vers la société socialiste mondiale. ■

Les sidérurgistes ...

Suite de la page 2

écraser toutes les attaques des patrons et des Tories. • Chaque unité et usine sidérurgiques doivent être totalement fermées, y compris les compagnies privées. • Les syndicats doivent faire le blocus des stocks constitués par les patrons en vue de la grève. • Des comités de grève régionaux et nationaux doivent être élus pour superviser les piquets et contrôler tous les aspects du déroulement de la grève.

• Tous les matériaux sidérurgiques provenant de l'étranger doivent être soumis au blocus pour la durée de la grève. (Cette tactique ne peut être confondue avec l'appel des syndicats à un contrôle protectionniste des importations d'acier et de coke étrangers).

Les sidérurgistes ont des alliés potentiels à travers toute la classe ouvrière. Les travailleurs de British Leyland ont d'énormes revendications salariales et doivent toujours lutter contre le licenciement de Robinson. Les cheminots eux aussi ont déposé leurs revendications, et ensemble avec les dockers, sont déjà engagés dans le blocus de soutien à la grève. Quant aux mineurs, ils sont également menacés de perdre des milliers d'emplois si les projets de licenciements de la BSC aboutissent.

Mettez-les tous en grève ! Il faut que cela ne soit pas seulement la première grève de la sidérurgie mais la première grève générale depuis 1926 ! Si tout le pays était arrêté par la puissance industrielle de la classe ouvrière, cela montrerait au gouvernement qu'aucune de ses attaques ne sera tolérée. En effet, avec une direction de lutte de classes militante préparée à la lutte jusqu'à son aboutissement, une grève générale pourrait abattre le gouvernement à l'heure de Thatcher et trouver la voie qui mettrait véritablement la classe ouvrière au pouvoir.

Thatcher doit partir ! Mais la véritable alternative est un *gouvernement ouvrier* basé sur des organisations indépendantes de la classe ouvrière, pas un gouvernement des Callaghan et des Benn qui ornent les bancs du Parlement de Westminster. La lutte pour un tel gouvernement nécessite une nouvelle direction révolutionnaire de la classe ouvrière. Ce n'est que sous une économie socialiste planifiée, au sein d'Etats-Unis soviétiques d'Europe que les installations industrielles décrépites de l'Angleterre pourront être reconstruites et être socialement productives.

Et ce n'est pas une utopie, ou quelque chose du genre discours du dimanche ou rêves à la "Clause IV socialiste" [clause des statuts du Labour Party prévoyant la nationalisation des moyens de production]. La prise du pouvoir par le prolétariat est une nécessité brûlante pour l'Angleterre qui s'enfonce toujours plus profondément dans le marécage de l'anarchie et du déclin capitalistes.

Adapté de *Workers Vanguard* n°247

Qui veut détruire la LCI ?

En réponse à notre article dans le dernier *Bolema* intitulé "Gangstérisme et calomnies ou comment les lambertistes 'répondent' aux trotskystes", *Travailler Ouvrière* n° 4 publie "Campagne contre la LCI". Qui veut détruire la LCI ? Ce sont les directions de l'OCI et de la LCI qui ont jusqu'à présent refusé de donner une date pour la conférence ouverte du Comité partiaire ou même pour la conférence de fondation de la LCI ; ce sont les mêmes qui ont imposé une politique sélective de recrutement pour empêcher des oppositionnels potentiels d'adhérer ; et ce sont encore eux qui ont imposé à la LCI la ligne de l'OCI sur l'Afghanistan, une ligne de soutien aux mullahs et à la CIA.

Paris, le 27 décembre 1979

Camarade,
(...)

En ce qui concerne ta lettre, je ne vois pas en quoi une discussion politique avec un membre d'une autre organisation que la tienne (...) pourrait constituer une rupture de centralisme démocratique. Pour un militant, il n'est pas seulement normal, mais nécessaire, de discuter avec d'autres militants qui ne sont pas d'accord avec lui. Je suis d'ailleurs convaincu que tu le fais régulièrement. Quand on a un programme à défendre, on n'évite pas la confrontation politique, on la recherche, et ton attitude à ce sujet est plutôt surprenante.

La raison ne peut en être que tu ajourrais foi aux calomnies lancées contre nous par l'OCI, et reprises par la direction de la LCI, qui nous qualifiaient de "provocateurs". Aucun militant un tant soit peu honnête n'a pu croire cela : l'OCI a d'ailleurs dû assez rapidement mettre une sourdine à ces attaques dont le caractère mensonger était trop évident — attaques dont le but était, surtout en faisant la LCI complice de ses méthodes stalinianes envers nous, d'établir une cloison étanche entre nous et la LCI, et qui constituaient également un message d'intimidation destiné aux éléments de gauche de la LCI pour les prévenir qu'ils feraient mieux de ne pas aller trop loin.

La raison ne saurait être non plus que tu n'attachais pas d'importance à ce que nous avons à dire. Krivine/Lambert/Nemo/Ulysse sont tous d'accord pour penser que nos positions et notre organisation peuvent avoir un impact certain dans la discussion autour de l'éclatement du SU et par rapport aux questions que se posent notamment des militants sérieux de la LCI. C'est d'ailleurs toute la raison de leur attitude scandaleuse envers nous. D'ailleurs, le fait que tu sois abonné à notre presse prouve assez que tu ne considères pas nos positions comme négligeables.

Pourquoi, alors, ne pas en discuter ? Notamment de la question d'un bilan de la LCI et de la question du SWP, questions que tout militant de la LCI devrait nécessairement se poser, et qu'il est impossible de considérer sans se confronter à la position conséquente que nous avons avancée depuis des années.

Rappelle-toi que dans un premier temps la demande d'affiliation à la FLT de Alix, Benjamin, Kalandra, Kazan, Kelvin, Nemo, Prométhée, Raphaël et Varlin avait été repoussée par la FLT, sur la base implicite qu'ils étaient trop à gauche... à l'époque. Tu dois aussi te souvenir qu'il y avait une annexe au texte "Nouvelles avant-gardes ou construction du parti" consacrée au SWP, expliquant qu'il n'y avait pas de différence qualitative entre les mandeliens et le SWP. J'ai signé ce texte avec Nemo et quelques autres camarades. Notre tract du 1er novembre, que tu cites, met en évidence la capitulation de Nemo et Cie devant le SWP après des velléités rapidement avortées de chercher une position de gauche sur le Portugal. Le passage [de ta lettre] que tu cites se rapporte explicitement à la FLT sur la question portugaise et sur l'Angola. Nous avons toujours caractérisé la FLT comme réformiste (tout en reconnaissant que certains éléments de gauche pouvaient s'y être fourvoyés) — c'est notamment ce que nous disions au début à propos des éléments de la Tendance 4 qui ont ensuite rejoint la FLT en France ; ceci était démontré par la "lutte" de Melan/Nemo dans le comité directeur de la FLT sur la question du Portugal (...).

La caractérisation d'une tendance ou d'une fraction dépend en effet du programme de l'élément majoritaire : en l'occurrence, c'était le SWP qui est réformiste depuis 1965/66 quand, face à la guerre du Vietnam, il adopta une position équivalente au programme réformiste de "Paix en Algérie", exprimée sous la forme de retrait immédiat des troupes américaines du Vietnam et... du droit à l'autodétermination du peuple vietnamien du sud, une fois ce retrait effectué.

Juste après avoir scissionné, Nemo "découvre" aujourd'hui que le SU est révisionniste depuis... 27 ans. Mais cela ne l'empêche nullement de maintenir que

Par contre, c'est la LCI qui a exhorté des militants dans la LCI pour qu'ils évitent les menottes lambertistes et qu'ils cherchent à généraliser les impulsions de gauche qui les ont amenés à rompre avec la LCI sur le Nicaragua. Pour développer une base programmatique pour le trotskisme révolutionnaire, ces militants devront entrer dans un processus de batailles politiques et de scissions de la même façon que le Nicaragua a provoqué la scission dans la LCI. C'est la voie du leninisme, de la construction du noyau du parti d'avant-garde trotskiste en France. Nous reproduisons ci-dessous une lettre écrite à un camarade de la LCI qui aborde beaucoup des questions que la LCI a débattues avec des membres de la LCI un peu partout en France.

la réunification de 1963 était parfaitement principielle. Ceci n'est vrai que dans le sens où il s'agissait d'une capitulation du SWP devant le pabilisme et le castrisme. Cette capitulation est d'ailleurs bien expliquée dans "Défense du trotskisme", numéro spécial de *La Vérité*, 1965. Mais ce n'est pas ce que disait jusqu'à présent Nemo, ex-allié inconditionnel du SWP.

L'attitude du SWP aujourd'hui vis-à-vis de la Brigade Simon Bolivar n'est pourtant pas qualitativement différente de l'attitude du SU et du SWP au début de la révolution cubaine, quand ils ont refusé de défendre les trotskystes cubains du POR contre la répression castriste. La capitulation du SU/SWP devant le castrisme n'a vraiment rien de nouveau. Nous te rappelons que c'est précisément dans la lutte contre cette capitulation que notre tendance a ses origines, et que nous n'avons cessé depuis de mener cette lutte de façon conséquente.

Compare à cela les incohérences des Nemo-Ulysse-Lambert, à qui la déformation des faits purs et simples ne fait pas peur. Pour l'OCI, le SU/SWP est révisionniste, c'est-à-dire terminé pour la révolution, entre 1951 et 1973 — date où la LCI est brusquement qualifiée de "révolutionnaire", pour redevenir fondamentalement révisionniste il y a un mois et demi. Mais la position de l'OCI par rapport au SWP est encore plus cauchemardesque :

- 1953-63 : orthodoxe
- 1963-72 : fini pour la révolution américaine
- 1972-79 : re-orthodoxe
- 1979-? : une "nouvelle direction castriste" (position insoutenable en termes de changement de personnel ou de lutte fractionnelle).

C'est vrai, nous voulons détruire politiquement, comme nous l'avons toujours dit, la LCI, l'OCI, le SWP et à présent la LCI. Cela devrait être l'aspiration de toute organisation qui se prétend révolutionnaire, c'est-à-dire qui lutte pour un programme auquel elle croit, que de détruire ses adversaires. Cela fait partie intégrante de la lutte pour la conquête de la direction du prolétariat.

Ce n'est pas d'une "unité" avec des "révisionnistes" que pourra réémerger une Quatrième Internationale trotskiste. Pour les Lambert/Nemo, la "reconstruction" de la Quatrième Internationale s'inscrit dans le cadre du front unique stratégique, autrement dit de la capitulation devant la social-démocratie internationale, sous la forme de la reconstruction d'un parti de la classe toute entière, façon Kautsky. Cette conception venant s'appliquer également aux organisations se réclamant du trotskisme, leur "Quatrième Internationale" rafistolée se réduirait à une organisation basée sur la simple référence à la Quatrième Internationale, en opposition à une organisation délimitée par le programme trotskiste commun à toutes ses sections — celle pour laquelle nous combattions.

Ce combat que nous menons, nous pensons que certains éléments de la LCI le considèrent également comme le leur (ce que pensent d'ailleurs aussi les Nemo/Ulysse/Lambert/Krivine). Nous savons que si la LCI a été constituée par sa direction comme une courroie de transmission menant tout droit dans l'OCI, elle n'en a pas moins attiré des militants qui voulaient réellement construire une organisation trotskiste nationale et internationale, une véritable alternative à toutes les prétendues "Quatrièmes Internationales" d'après 1952.

Au début de ce mois, nous avons tenu un meeting intitulé "Nemo passera-t-il les menottes lambertistes à la LCI ?". Ces menottes, tout indique que Nemo/Lambert sont très pressés de les refermer. Ce ne sera pas du goût de tout le monde. Il y a de nombreux militants qui ne veulent pas se livrer pieds et poings liés au réformisme social-démocrate de Lambert, même si certains peuvent être prêts à entrer à l'OCI avec l'espérance illusoire d'y avoir une possibilité d'action, et surtout faire de voir une autre alternative. Mais qu'il n'y ait pas d'autre alternative que le castrisme, c'est précisément ce que nous contestons.

CEDOC

Jean Lesueur

Afghanistan : les mullahs traqués, les impérialistes hystériques

Salut à l'Armée rouge!

L'impérialisme américain a subi, une fois de plus une humiliation cuisante au Proche-Orient, avec l'efficace déploiement des troupes soviétiques en Afghanistan. L'administration Carter a vu 25 ans de politique étrangère dans la région lui éclater à la figure quand, en novembre, les musulmans se sont emparés de son ambassade avec son personnel. Le haut commandement soviétique regardait l'Iran de Khomeiny s'enfoncer dans un chaos presque total, les porte-avions US se déployer dans le Golfe persique et le régime de Kaboul son allié, menacé par une "djihad" (guerre sainte) réactionnaire. Voyant que Washington était dans l'impasse avec l'ayatollah, les bureaucraties du Kremlin ont saisi le moment pour réprimer le soulèvement des khans et des mullahs (leaders religieux et tribaux).

L'opinion anti-soviétique du monde entier, de la Maison Blanche au Palais du peuple de Pékin, des néo-colonies "non-alignées" comme la Zambie aux partis communistes italien et espagnol — s'est répandue en invectives contre "l'expansionnisme soviétique" qui avait "foulé au pied la souveraineté nationale et l'intégrité de l'Afghanistan". Les médias impérialistes ont fait tout ce qu'ils ont pu pour amasser un capital de sympathie pour les "combattants de la liberté" qui s'attaquent à des tanks et des avions perfectionnés avec des bâtons et des pierres au cri de "Allah Akbar". Mais dans le conflit qui oppose les soldats soviétiques appuyant le Parti démocratique du peuple d'Afghanistan (PDPA) nationaliste, à des forces féodales et pré-féodales assistées par l'impérialisme, les marxistes sont du côté des tanks soviétiques. Vive l'Armée rouge !

Le président Carter et son docteur Folamour, le conseiller à la sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, se sont saisis du prétexte de la présence des troupes soviétiques en Afghanistan pour traduire en actes la rhétorique de guerre froide de leur "croisade pour les Droits de l'homme" antisoviétique. Le 4 janvier, Carter est apparu à la télévision pour annoncer à tout le pays que les USA allaient s'engager



Soldats soviétiques sur la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan

dans une guerre économique contre l'URSS : 17 millions de tonnes de blé, déjà commandées par l'Union soviétique, ne seront pas livrées. La vente de produits de haut niveau technologique, tels que des ordinateurs perfectionnés et des équipements de forage pour le pétrole sera supprimée. Quatre bâtiments de la Coast Guard ont été envoyés en Alaska pour protéger les poissons de l'agression soviétique ; l'ouverture de services consulaires prévus a été annulée ; de même que tout nouvel échange économique et culturel.

A propos de la crise de l'ambassade de Téhéran, Carter s'était engagé à ne pas se servir des livraisons de produits alimentaires comme d'une arme économique contre l'Iran. Mais contre l'Union soviétique, qui a besoin des céréales américaines pour

accroître la production de viande et améliorer l'alimentation de sa population, les Etats-Unis recourent au chantage alimentaire dans l'espoir de fomenter un mécontentement social. Washington a obtenu d'autres producteurs de céréales qu'ils s'engagent à ne pas exporter de céréales vers l'URSS et il a l'intention de transformer des millions de boisseaux de céréales excédentaires en "gasohol". Carter et Brzezinski ont décidé de dépenser des milliards pour faire passer leur message : "Crevez de faim pour les Droits de l'homme".

Malgré de vagues références de Carter à un "nouveau Munich", les Etats-Unis n'ont pas attendu que les troupes soviétiques passent la frontière ou atterrissent à Kaboul pour hurler contre "l'agression soviétique". Le revanchard polonais Brzezinski, farouchement anti-russe, s'est servi des excuses les plus minces (par exemple, les troupes russes qui étaient à Cuba depuis 15 ans !) pour lancer sa propre djihad contre l'URSS, guerre sainte pour laquelle il a la bénédiction du pontife polonais du Vatican, "Jean Paul" Wojtyla. Depuis qu'on lui a dit que les Russes sont des communistes, "Zbig" est anticomuniste, prêt à s'accrocher à tout ce qui est antisoviétique, Chine "communiste" comprise.

Aussi, cette semaine, le Secrétaire à la Défense, Brown, a été envoyé sur Pékin pour approfondir l'alliance antisoviétique entre la Chine et les USA qui a déjà eu deux occasions d'être testée sur le plan militaire : lors de l'invasion de l'Angola par l'Afrique du Sud et lors de l'invasion du Vietnam par la Chine. Maintenant, le Pentagone veut que l'Armée populaire de libération achemine des armes destinées aux rebelles réactionnaires afghans par l'intermédiaire de leur client militaire commun, le Pakistan. Brown, lors d'un banquet dimanche dernier, porta un toast dont le caractère franchement belliqueux était sans précédent : il a fait appel à Pékin pour qu'il s'allie à l'impérialisme américain, "par le moyen d'actions complémentaires dans le domaine de la défense comme dans celui de la diplomatie". La plupart des cartes sont maintenant sur la table.

L'Egypte de Sadate et l'Israël de Begin ont toutes deux offert aux Américains des bases militaires dans l'espoir de toucher leur commission dans le grand front unique anticomuniste. Israël pourrait bien envoyer d'ici peu des rabbins (orthodoxes bien sûr) comme ambassadeurs militaires à l'ambassade générale islamiste anti-russe. Et si l'interdiction de l'arche à

L'OCI du côté des mullahs

Alors que les publistes sautent d'une ligne à l'autre sur l'Afghanistan, remâchant des arguments de jésuites bien tortueux pour expliquer qu'ils aimaient être des deux côtés de la ligne de classe à la fois, un autre groupe de l'extrême-gauche française a opté sans ambiguïté pour l'un des côtés des barricades : l'autre côté, en compagnie des mullahs réactionnaires enragés et de la CIA. L'OCI est devenue folle furieuse sous l'effet de sa virulente astrophobie, et ne saurait s'arrêter au mot d'ordre pacifiste fade qui dit : "Troupes soviétiques hors d'Afghanistan" ; les lambertistes préconisent la *faute* de l'Armée rouge comme un moindre mal.

Comment la dialectique lambertiste transforme les réactionnaires musulmans en progressistes

Aussi difficile que cela puisse être, alors que des missiles américains pointés sur Moscou sont sur le point d'être implantés en Europe de l'Ouest, l'OCT s'accroche jusqu'à maintenant à son fantasme particulier selon lequel la bureaucratie soviétique est engagée dans une sainte alliance impossible à briser, avec un impérialisme prétendument homogène et qu'elle est par conséquent incapable de mettre en œuvre une autre politique que celle des

tinée exclusivement à écraser un soulèvement révolutionnaire. En Afghanistan, il n'y a qu'un seul mouvement de masse s'opposant à l'intervention soviétique, et c'est celui qui est dirigé et dominé par les mullahs réactionnaires qui luttent pour la réimposition de la pratique de l'achat des épouses et pour l'abolition de la réforme agraire. Mais, pour l'OCL, s'il combat l'Armée rouge, c'est donc qu'il est progressiste, et ainsi commence la formule magique de l'OCL. (Distorsion de la réalité et pure falsification sont un élément indispensable de l'arsenal lambertiste, voir "Gangatérisme et calomnies ou comment les lambertistes 'répondent aux trotskystes', *Le Bochésvik* n° 14). L'OCL met d'abord en avant l'affirmation absurde que le mouvement contre le gouvernement central est non-religieux et anti-impérialiste, refusant simplement de considérer le fait par ailleurs non contesté que les rebelles musulmans fanatiques sont aidés directement par la CIA :

"(...) le mouvement qui permet à la rébellion contre le pouvoir central de se développer n'est pas — pas plus qu'en Iran — un mouvement 'religieux'. Il participe à l'ensemble de la mobilisation des masses de la région, et se dirige contre un Etat qui restait un Etat bourgeois semi-colonial.

Suite page 3